

Des procureurs et des policiers belges espionnés

LE MAROC ÉPINGLÉ

Page 16

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7617 - SAMEDI 17 JUIN 2023
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

BACCALAURÉAT 2023

NET RECUL DE LA FRAUDE

Page 5

RELATIONS ALGÉRO-RUSSES

PLUS SOLIDES QU'AVANT



La visite d'Etat du président de la République Abdelmadjid Tebboune en Russie revêt un caractère politique et géostratégique indéniable. Elle est lourde de sens et apporte des éclairages importants sur la vision de l'Algérie sur les affaires du monde et les tensions qui agitent la planète.

Pages 2 et 3

NOUVEAU PRODUIT DE LA CNEP-BANQUE

Vente de logements par Internet

Page 4

RÉDUCTIONS DES PRIX DES BILLETS À L'INTERNATIONAL

Campagne de charme d'Air Algérie

Page 5

OUGANDA- ALGÉRIE

LE GRAND BAPTÊME DE FEU POUR LES NOUVEAUX VERTS

Page 9

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

ENTRETIENS TEBBOUNE-POUTINE

Convergence de vues sur les dossiers abordés

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, accueilli, jeudi, en grande pompe sous les ors de la salle de réception Saint-Georges au Grand palais du Kremlin (Moscou), a déclaré que ses entretiens avec le président russe Vladimir Poutine étaient «fructueux, francs et sincères», reflétant le niveau des relations politiques privilégiées liant l'Algérie et la Russie.

Pour le président de la République, qui a effectué une visite d'Etat de trois jours en Russie, la convergence d'opinions sur les différents dossiers bilatéraux et d'actualité internationale confirment la volonté commune de poursuivre la tradition de concertation politique établie entre les deux pays. M. Tebboune a affirmé que les deux parties œuvrent à promouvoir ces relations à travers l'encouragement des échanges économiques et commerciaux, et l'établissement de partenariats dans tous les domaines.

Cette visite, a assuré le chef de l'Etat, «témoigne de l'amitié profonde et de la qualité des relations existant entre les deux pays», saluant, à ce titre, l'appui de la Russie à l'adhésion de l'Algérie en tant que membre non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, et le soutien apporté, encore une fois, par la Russie à la demande d'adhésion de l'Algérie aux BRICS. «La conjoncture internationale est très difficile d'où notre désir d'accélérer l'adhésion de l'Algérie au groupe BRICS, compte tenu de ses grands avantages pour son économie», a-t-il ajouté, se félicitant du soutien russe à l'adhésion de l'Algérie au BRICS.

La concrétisation de cet objectif, a-t-il poursuivi, «passera par l'adoption d'une feuille de route ambitieuse pour la coopération bilatérale afin de tirer profit de la complémentarité économique entre les deux pays». Le nombre d'accords et de mémorandums d'entente signés par l'Algérie et la Russie lors de cette visite, «traduit clairement notre ambition d'élargir les perspectives de coopération», a observé M. Tebboune, qui s'est dit satisfait du niveau des relations entre les deux pays et de



la dynamique qui les distingue ces dernières années. Il est à noter que les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Russie avoisinent les trois milliards de dollars.

CONVERGENCE TOTALE SUR LES DOSSIERS INTERNATIONAUX

Après avoir réaffirmé les positions fermes de l'Algérie quant à la nécessité de faire prévaloir les solutions pacifiques aux crises en Libye et au Mali, le président de la République a soutenu que l'Algérie et la Russie partageaient «la même vision» concernant le dossier libyen, étant donné que la Libye «est un pays ami pour la Russie et un pays frère pour l'Algérie. Nous lui souhaitons la stabilité et la sécurité». Le Président Tebboune a fait part de la conviction de l'Algérie que le règlement de la crise au Mali «ne se fera pas par la force, mais à travers l'accord d'Alger pour la paix et la réconciliation». Il a exprimé sa satisfaction de «la convergence des vues» sur les dossiers évoqués lors des entretiens avec son homologue russe, aussi bien les dossiers libyen et malien, ou encore les questions sahraouie, palestinienne, la situation au Sahel et au Moyen Orient.

Il a tenu, par ailleurs, à remercier le président russe d'avoir «accepté la médiation de l'Algérie dans le conflit opposant actuellement la Russie, pays ami, à l'Ukraine», s'engageant à être «à la hauteur de cette confiance».

ALGER, UN PARTENAIRE CLÉ DANS LE MONDE ARABE ET EN AFRIQUE

De son côté, le président russe, Vladimir Poutine, a souligné la solidité des relations unissant les deux pays, précisant que l'Algérie comptait parmi les premiers partenaires commerciaux de la Russie. «L'Algérie est un partenaire important pour nous dans le monde arabe et en Afrique», a déclaré M. Poutine lors d'une déclaration à la presse, faisant état de discussions «très productives» avec le président Tebboune.

Le Président Poutine s'est félicité, en outre, de «la coopération entre les deux pays, notamment dans le cadre de l'Opep+ et du Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG)», qui est de nature à «assurer la stabilité du marché des hydrocarbures». Il a également affiché la volonté de son pays d'intensifier avec l'Algérie la coopération dans le domaine de l'exploration et de la production d'hydrocarbures, mais aussi dans le domaine de l'énergie nucléaire, particulièrement sur le plan médical ou agricole.

Rappelant que plusieurs compagnies russes activent, depuis longtemps, dans le domaine de l'énergie en Algérie à l'image de Gazprom, Transneft et Transgaz.

M. Poutine, qui a annoncé la tenue de la 11ème session de la commission mixte algéro-russe au deuxième semestre 2023 à Moscou, a relevé une augmentation de 73% du volume des échanges commerciaux bilatéraux l'année dernière, en plus d'une croissance en termes d'importation des produits agricoles. Il a fait part de perspectives de coopération prometteuses dans le domaine des affaires, y compris le montage automobile et la construction mécanique pour l'agriculture, les transports, l'exploration de l'espace extra-atmosphérique, les télécommunications et la communication.

Mohamed Mecelti

CHANEGRIHA DEPUIS LA 1re REGION MILITAIRE :

«Faire preuve davantage de veille, de conscience et d'anticipation»

LE GÉNÉRAL d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP) a entamé, hier, une visite de travail et d'inspection en 1ère Région militaire à Blida, au cours de laquelle il a relevé l'enjeu de faire adhérer les Algériens à tout ce qui les rassemble, avant de souligner la nécessité de faire preuve davantage de veille, de conscience et d'anticipation. La visite de Chanegriha entre dans le cadre du suivi de l'exécution des programmes de préparation au combat pour l'année d'instruction 2022/2023, a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

Après la cérémonie d'accueil, «donnée par le Général major Ali Sidane, commandant de la 1ère Région militaire, le Général d'Armée a observé un moment de recueillement à la mémoire du Chahid et héros M'hammed Bougara, Commandant de la wilaya IV historique, dont le siège du commandement porte son nom, et déposé une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative, avant de réciter la Fatiha du saint Coran à sa mémoire et à celle de nos valeureux martyrs». Lors de sa rencontre avec les cadres et les personnels de la 1re Région militaire, le Général d'Armée a prononcé une allocution d'orientation, diffusée par visio-conférence à travers l'ensemble des unités de la Région, dans laquelle il a souligné que «le processus de construction de l'Etat national, avec ses différentes institutions, a atteint des phases avancées, grâce aux efforts consentis par les valeureux enfants du pays», note le communiqué. «Le processus de construction de l'Etat national, avec ses différentes institutions, a atteint aujourd'hui des phases avancées, grâce aux efforts sincères consentis par les enfants de cette chère partie, à leur tête Monsieur le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, qui poursuit avec une grande détermination, l'ambitieux processus de réforme globale, engagé ces dernières années. Basé essentiellement sur l'exploitation intelligente de toutes nos potentialités, ce processus vise à construire la société algérienne moderne et à investir dans tous les créneaux, à même de renforcer la puissance et l'immunité du pays», a affirmé le Général d'Armée.

«L'enjeu, aujourd'hui, est de faire adhérer les Algériens à tout ce qui les rassemble, notamment l'histoire et le destin communs, et qu'ils veillent au renforcement des liens d'unité, de fraternité et de solidarité entre eux», a-t-il ajouté, soulignant que «le peuple a triomphé de tous les desseins qui visaient sa déstabilisation à travers l'histoire, par ce qu'il est resté attaché à son unité et à son identité nationales».

«La lecture de l'histoire ancienne et moderne de l'Algérie et le passage en revue des étapes franchies par la glorieuse Révolution de libération, depuis son déclenchement, après les résistances populaires successives, confirment que les Algériens, forts de leur cohésion sociale et de leurs constantes identitaires, n'ont pas dévié du cours de leur histoire. Bien au contraire, ils ont réalisé les plus grandes victoires et mené une révolution unique en son genre, qui a contribué à la libération de nombreux peuples à travers le monde», a-t-il relevé. «Notre vaillant peuple a triomphé de tous les desseins qui cherchaient à le déstabiliser à travers l'histoire, grâce à son attachement indéfectible à son unité et son identité, qui lui a donné la détermination et la force de résister à tous les modes sournois adoptés qui avaient pour objectif de porter le coup fatal à son référentiel, profondément enraciné dans l'histoire», a ajouté le Général d'Armée qui a en outre, «mis l'accent sur la nécessité de faire preuve davantage de veille, de conscience et d'anticipation, pour renforcer la stabilité de l'Etat et réunir les exigences de la puissance nationale, dans toutes ses dimensions».

«Pour continuer sur la même voie de nos valeureux prédécesseurs, artisans des résistances populaires et de la glorieuse Révolution de libération, et poursuivre le parcours des valeureux hommes patriotiques, qui ont préservé les fondements de l'Etat national et le régime républicain du péril du terrorisme barbare, nous sommes aujourd'hui plus que jamais appelés à nous attacher à notre identité, à notre unité et à nos valeurs nationales et républicaines, à prendre conscience des complots et des desseins qui se trament contre notre pays, à nous hisser à la hauteur de notre brillante Histoire combattante, et à être prêts à relever les défis présents et futurs», a affirmé le chef d'Etat-major de l'ANP.

«En effet, nous vivons aujourd'hui dans un monde sans merci pour les faibles, où il n'y a de place que pour les plus forts et les plus méritoires, ce qui exige de notre part de faire preuve davantage de veille, de conscience et d'approches anticipatives, visant à renforcer la stabilité de l'Etat, à réunir les exigences de la puissance nationale, dans toutes ses dimensions, et à concrétiser le projet du renouveau national escompté», a-t-il ajouté.

A l'issue de cette rencontre, «le Général d'Armée a suivi les interventions des cadres de la Région, et donné une série d'orientations et de recommandations portant notamment sur la nécessité de poursuivre les efforts de préparation au combat en vue d'accroître la disponibilité opérationnelle des unités de la 1ère Région militaire aux niveaux les plus élevés», conclut le communiqué.

S. N.

FORUM ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL DE SAINT-PÉTERSBOURG

Tebboune imprime sa marque

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a imprimé sa marque lors du Forum économique international de Saint-Petersbourg (SPIEF), un évènement international d'envergure dans lequel le chef de l'Etat a appelé les investisseurs russes et de tous les pays du monde, à saisir les opportunités et les avantages offerts par l'Algérie en matière d'investissement.



«Je tiens à assurer aux opérateurs économiques que le champ est ouvert et qu'ils peuvent compter sur le soutien du gouvernement algérien aux investisseurs», a affirmé le Président Tebboune dans son allocution lors de cette séance qu'il a coprésidée avec son homologue russe, Vladimir Poutine, devant une assistance de haut niveau.

Le président de la République a invité, dans ce cadre, «les entreprises publiques et privées de Russie et du monde entier à explorer le climat des affaires en Algérie et à profiter des mesures incitatives qui leur permettent de réaliser des projets d'investissement rentables dans divers secteurs, dans le cadre de l'approche gagnant-gagnant»

Evoquant le nouveau cadre régissant l'investissement en Algérie, qui «accorde tous les privilèges et une protection particulière aux investisseurs», le Président Tebboune a fait observer que, pour la première fois depuis l'indépendance, tous les textes d'application de cette loi ont été publiés immédiatement après sa promulgation. Il a également évoqué la décision de maintenir la loi sur l'investissement inchangée pendant au moins 10 ans, ce qui «donnera des garanties suffisantes à tous les investisseurs, y compris aux amis russes».

L'Algérie s'emploiera au développement des investissements dans les énergies vertes et dans tous les domaines qui contribuent à la préservation de l'environnement et à la lutte contre le changement climatique, a affirmé le Président Tebboune.

«LES ALGÉRIENS SONT NÉS LIBRES ET ILS LE RESTERONT»

Au terme du discours qu'il a prononcé, le président Tebboune a été interpellé, par le modérateur, sur les pressions exercées sur l'Algérie par des pays tiers pour la contrainte à adhérer aux sanctions économiques et politiques infligées à la Russie, en réaction au conflit armé qui l'oppose à l'Ukraine depuis le 22 février 2022.

«Les Algériens sont nés libres et resteront libres dans leurs décisions et leurs actions» a répondu le chef de l'Etat, sous les applaudissements nourris de la salle. Pour sa part, le Président russe, Vladimir Poutine a remercié le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour les efforts de médiation visant à régler la crise russo-ukrainienne. Poutine a également remercié le Président Tebboune d'avoir participé au Forum économique international de Saint-Pétersbourg, qu'il considère comme découlant de sa position de leader et du fait qu'il respecte ses intérêts nationaux.

«Le président algérien a exprimé son intérêt pour ce qui se passe en Ukraine, et a déclaré publiquement qu'il appelait à la paix et a exprimé son désir de servir de médiateur dans ce dossier», a déclaré le Président russe, ajoutant que les relations avec l'Algérie sont anciennes et amicales, car le peuple russe aime le peuple algérien.

Nassim Mecheri

Enjeux et leçons d'une visite

LA VISITE d'Etat du président de la République Abdelmadjid Tebboune en Russie revêt un caractère politique et géostratégique indéniable. Elle est lourde de sens et apporte des éclairages importants sur la vision de l'Algérie sur les affaires du monde et les conflits ou tensions qui agitent la planète.

D'aucuns des observateurs soulignent encore la dimension historique des relations diplomatiques entre les deux pays, ainsi que la profondeur des échanges commerciaux, notamment en matière de défense et d'achats d'armement.

Bien que ces relations bilatérales soient bien ancrées, elles sont restées souvent loin des aspirations et des espoirs. Pourtant des délégations de haut niveau venaient et revenaient entre Moscou et Alger, des rencontres et des entretiens ont eu lieu, mais l'intensité et le volume des échanges n'ont pas évolué d'une manière significative. D'ailleurs, des visites de délégations sont passées inaperçues, sans éclats. Depuis plus de quatre ans, ces relations étaient ternes, comme figées ou bloquées, accentuées également par la guerre en Ukraine et ses conséquences immédiates sur la scène internationale.

Cette visite de Tebboune va sans doute apporter le dynamisme économique que cherchaient les patronats des deux pays et influer durablement sur les relations bilatérales. Avec la signature de la Déclaration de «partenariat stratégique approfondi», c'est pratiquement un fort signal pour un nouveau départ dans cette coopération.

Pour les observateurs, Tebboune a voulu au cours de son séjour à Moscou signifier que l'Algérie est souveraine dans ses choix stratégiques et qu'elle assume clairement et ouvertement ses options, là où se trouvent ses intérêts. Il ne s'agit nullement d'alignement politique favorable à la Russie, pour preuve sa disponibilité à œuvrer à une médiation entre Moscou et Kiev pour mettre fin au conflit armé.

Il ne s'agit pas d'une préférence symbolique pour un Etat ou pour une puissance, mais d'une politique algérienne de diversification des partenaires économiques, puisque cette visite s'inscrit en droite ligne dans l'agenda du président Tebboune, comme il l'a démontré avec les accords signés en Italie et au Portugal et prochainement lors de sa visite en Chine.

Il est évident que Moscou et Alger partagent les mêmes préoccupations, les mêmes positions par rapport à des questions internationales cruciales, d'où cette convergence diplomatique dans les visions et les démarches sur des dossiers majeurs de l'actualité internationale en Afrique, au Moyen Orient ou ailleurs.

Fidèle à ses traditions de non-alignement, l'Algérie est restée à équidistance entre Moscou et les Occidentaux qui soutiennent le régime de Kiev et qui ont lancé une véritable guerre économique contre les intérêts russes, notamment l'embargo sur le pétrole et le gaz russes. Depuis plusieurs mois, Tebboune a réitéré à plusieurs reprises que la Russie, les États-Unis, la Chine et les pays européens étaient des pays amis de l'Algérie.

Concrètement, les observateurs estiment que les enjeux économiques étaient également au rendez vous. Les deux pays veulent élargir leur partenariat à d'autres domaines, en témoigne ce forum d'affaires en présence de 70 opérateurs algériens et 200 hommes d'affaires russes. Des segments économiques captent l'intérêt, comme l'industrie mécanique et automobile, l'industrie pharmaceutique, le transfert technologique, l'agriculture, l'agroalimentaire, le développement scientifique, le tourisme. «Vous êtes devant de réelles opportunités pour explorer les possibilités d'intégration économique dans de nombreux domaines», a dit le président Tebboune aux opérateurs algériens et russes.

Enfin, Alger compte beaucoup sur Moscou pour l'aider à rejoindre le groupe des Brics, constitué du Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. Moscou a fait savoir qu'elle soutenait la candidature de l'Algérie. Elle salue aussi la décision de l'Algérie de «resserrer les liens» avec l'Union économique eurasiatique (UEEA). Cette organisation économique régionale comprend, outre la Russie, l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan et le Kirghizstan.

Mohamed K.

SIGNATURE D'UNE «DÉCLARATION DE PARTENARIAT STRATÉGIQUE APPROFONDI»

Un nouveau départ

LA VISITE d'Etat du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en Russie a permis au deux pays amis de franchir un nouveau cap dans leurs relations historiques et privilégiées, qui les lient depuis plus de 60 ans, à travers notamment la signature d'une «Déclaration de partenariat stratégique approfondi».

Lors d'une cérémonie, organisée avant-hier au Kremlin (Moscou), le président de la République et son homologue russe Vladimir Poutine, qui ont supervisé la signature d'une série d'accords, ont ratifié la «Déclaration de partenariat stratégique approfondi».

Cet accord est d'autant plus important qu'Alger et Moscou entendent renforcer leur coopération dans les domaines militaire et énergétique.

Selon le texte de la Déclaration de partenariat stratégique approfondi, publié sur le site du Kremlin, les deux pays comptent élargir leur coopération dans le domaine militaire et antiterroriste. Les Présidents Tebboune et Poutine ont promis «d'encourager les études dans le domaine militaire, le renforcement de la coopération dans la formation des cadres militaires (...), la tenue d'exercices conjoints et de jeux militaires», lit-on dans le document.

Selon le texte, les deux pays souhaitent resserrer leurs liens «dans l'industrie de défense, y compris en ce qui concerne le transfert des technologies et l'organisation de coentreprises».

S'agissant de la lutte antiterroriste, Moscou et Alger vont également «échanger des informations de renseignement sur les menaces sur la sécurité nationale», est-il indiqué.

Les deux pays entendent, également, renforcer leurs échanges de données sur «les extrémistes et terroristes», y compris sur les sources de leur financement. Ils s'engagent à combattre ensemble contre le crime organisé transnational, le trafic de drogue, de matières psychotropes et de leurs précurseurs, d'armes et de munitions.

L'Algérie et la Russie comptent s'aider mutuellement dans les dossiers judiciaires, la recherche de criminels, la lutte contre le blanchiment d'argent et la récupération des fonds et actifs d'origine illégale transférés dans l'un des deux pays.

L'élaboration de mesures conjointes en vue de créer un espace d'information sûr et d'empêcher qu'il serve à promouvoir l'idéologie extrémiste ou à coordonner les activités terroristes est également envisagée.

La visite du chef de l'Etat en Russie a été aussi l'occasion de signer, au total, huit accords dans les domaines de la Justice, des Télécommunications, de l'Agriculture, de la Culture, des Ressources en eau, et de l'exploration de l'espace à des fins pacifiques.

Concernant la coopération dans le domaine énergétique, les deux puissances gazières promettent notamment «l'intensification de la coopération dans le domaine de l'exploration et de la production d'hydrocarbures, et du raffinage du pétrole et du gaz».

Mohamed Mecelti

FINANCEMENT DES ENTREPRISES

Les banques publiques appelées à plus d'efforts

LES BANQUES publiques sont appelées à renforcer les financements destinés aux entreprises et aux professionnels dans les différents secteurs, à travers la proposition de formules de financement adaptées.
C'est ce qu'a déclaré le ministre des Finances, Laaziz Faid, jeudi à Alger. Pour lui, les banques publiques «sont appelées à s'adapter aux changements des besoins et au comportement du consommateur algérien, tout en veillant à se mettre au diapason du développement technologique». Les banques doivent déployer tous les efforts nécessaires pour moderniser leurs prestations à travers la numérisation des transactions et le développement des moyens de paiement modernes, ainsi que l'évaluation de l'impact des services bancaires électroniques afin d'améliorer la qualité des prestations, a-t-il affirmé. Rappelant l'importance de la réalisation de l'inclusion financière, une priorité dans le plan d'action du gouvernement, le ministre des Finances a mis en relief le «rôle pivot» dévolu aux banques publiques pour renforcer la stratégie de développement du secteur bancaire. M. Faid a indiqué que les banques œuvrent, à travers le financement des projets d'investissement, à contribuer à la création du plus grand nombre possible d'emplois, à soutenir la compétitivité de l'économie nationale, et à accompagner les entreprises nationales dans l'exportation, notamment vers les pays africains. De tels objectifs exigent «un travail d'équipe et la persévérance pour servir l'économie nationale», a conclu le ministre.

H. B.

SONATRACH REJOIGNANT LE GLOBAL GAS CENTER

Un espace d'échange d'expériences entre experts

LE GROUPE Sonatrach, leader de l'industrie gazière en Afrique, a annoncé, jeudi dans un communiqué, son adhésion au Global Gas Center (GGC), une organisation à but non lucratif basée à Genève (Suisse) et dédiée aux dirigeants et experts des entreprises de gaz naturel qui souhaitent partager leurs points de vue et leurs expériences via une plateforme neutre, indépendante et inclusive. En tant que «leader dans le domaine de l'industrie du gaz naturel liquéfié», le Groupe Sonatrach a estimé, dans son communiqué, que son adhésion à cette organisation mondiale «renforce ses perspectives de principal fournisseur de l'Europe et du reste du monde». Cette adhésion au GGC permet également à Sonatrach de «conforter sa position sur le marché international du gaz, lui offrant de précieuses opportunités pour tirer parti de l'échange de vues et d'expériences au sein de cet organe mondial des principaux acteurs et experts de l'industrie gazière», selon la même source. Le Global Gas Center a été créé en 2014, à l'initiative d'un groupe de producteurs de gaz naturel et du Conseil mondial de l'énergie. Il compte actuellement 15 membres, après l'adhésion de Sonatrach en tant que membre actif de cet organe mondial. Actif dans le domaine du gaz naturel avec des représentants de tous les continents, le GGC encourage les échanges au niveau international avec les partenaires de tous les secteurs de l'énergie, en particulier dans le domaine du gaz naturel, et œuvre à la promotion de l'énergie durable, en mettant l'accent sur les questions liées au secteur du gaz naturel.

S. N.

NOUVEAU PRODUIT DE LA CNEP-BANQUE

Vente de logements par Internet

La Caisse nationale d'épargne et de prévoyance CNEP-Banque se lance dans une nouvelle expérience à travers la mise en place d'un nouveau produit qui consiste en la vente des logements par Internet via une plateforme intitulée «Cnep-Market». C'est ce qu'a révélé cette banque lors d'une rencontre jeudi, consacrée également à la présentation d'un nouveau produit pour les entreprises.



La nouvelle plateforme permettra «la vente directe» des logements «réalisée dans le cadre d'offres immobilières via Internet», ce qui lui permet, dit-elle, d'actualiser et de numériser ses services. Deux formules de vente sont proposées par la Cnep. La première est dédiée aux clients épargnants et la deuxième pour les clients désirant réserver le logement de leur choix avant de finaliser l'opération au niveau de l'antenne Cnep-Banque la plus proche.
Le directeur général de la Cnep-Banque, Samir Tamrabet, a souligné que la plateforme «Cnep-Market» permettra le traitement de tous les dossiers et la vente de logements en toute «transparence», ajoutant que les logements non vendus via la plateforme électronique seront destinés à la vente directe, «ce qui permettra d'épuiser le stock de logements et de collecter des fonds à injecter dans la réalisation d'autres projets», a-t-il précisé.
Concernant les activités immobilières de la banque, son directeur général a évoqué le lancement d'une opération de restructuration, en vue de détacher les activités immobilières de la Cnep-Banque, et «mettre en place une grande entreprise de promotion immobilière». Il a également affirmé que cette entreprise serait dotée de tous les moyens nécessaires pour prendre en charge la réalisation projets de réalisation de logements, jusqu'à l 'opérations de vente.
Par ailleurs, la Cnep-Banque a lancé un deuxième produit. Il s'agit de nouvelles formules pour le financement des entreprises. Le nouveau produit est «caractérisé par sa flexibilité», de même qu'il est «adapté aux besoins de chaque entreprise de manière à garantir la pérennité de ses projets», selon les explications des cadres de la banque. Le nouveau produit «garantira compétitivité et essor aux entreprises», ont-ils ajouté, assurant que la complémentarité entre les producteurs permettra de couvrir largement les demandes de financements émanant des entreprises et des professionnels à court, moyen et long termes.
Ces crédits d'exploitation offrent une solution de financement à court terme qui permettra aux entreprises de couvrir leurs coûts opérationnels, l'objectif étant de «suivre l'évolution du marché et rester compétitif, d'où la nécessité d'assurer des flux financiers constants». Les cadres de la banque ont ainsi expliqué que le lancement de ces produits de financement s'inscrit dans le cadre de la politique de la CNEP-Banque en matière d'appui aux entreprises et aux professionnels.
S'agissant de l'accompagnement des investisseurs, M. Tamrabet a cité la mise en place «d'un arsenal juridique» ces deux dernières années, ce qui a permis d'apporter «des facilitations et des privilèges au investisseurs», soulignant l'importance du rapprochement les vues des banques et des investisseurs.
Le responsable a également insisté sur la disposition de la Cnep-Banque à accompagner les investisseurs à travers les différentes étapes de leurs investissements «jusqu'à ce que le projet soit assez rentable pour les deux parties», précisant que la banque offre des taux d'intérêts des plus complétifs sur le marché national.

Rim Boukhari

HYDROCARBURES

Sonatrach signe un accord avec Pertamina et Repsol

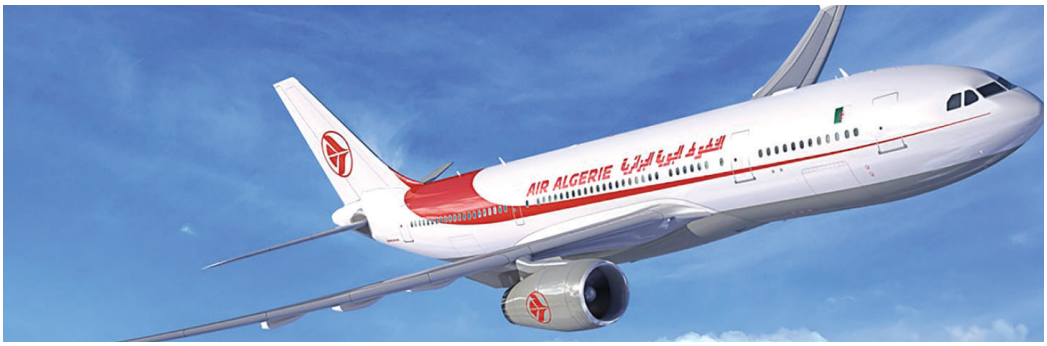
LA SOCIÉTÉ nationale des hydrocarbures Sonatrach a signé un contrat avec la compagnie indonésienne Pertamina et l'espagnole Repsol, portant sur le périmètre contractuel de «Menzel Lejmat» (Bloc 405a).
Ce contrat, de type partage de production, s'inscrit dans le cadre du protocole d'accord signé préalablement entre les trois compagnies.
Le programme des travaux contenu dans le contrat, signé jeudi, à Alger, comprend notamment la construction d'une unité d'extraction de GPL, le forage de 12 puits d'huile et d'un puits d'injection de l'eau, ainsi que le raccordement des nouveaux puits de développement et l'entretien des installations existantes ainsi que l'acquisition sismique 3D.
Le programme comprend, également, un Projet WAG (Water Alternating Gas), un projet de digitalisation, une étude laboratoire sur l'EOR et un projet de production d'énergie solaire, selon la présentation, au cours de laquelle il a été précisé que ce nouveau contrat est conclu pour une durée d'exploitation de 25 ans, à compter de sa date d'entrée en vigueur.
Le contrat a été signé au siège de Sonatrach par le vice-président chargé de l'activité exploration et production de Sonatrach, Mohamed Slimani, et le président directeur général de Pertamina-Algérie, Tariq Abdat, ainsi que le représentant de Repsol en Algérie, en présence du président-directeur général de Sonatrach Toufik Hakkar et le président directeur général de Pertamina, Mme Nicke Widyawati. Le contrat entre les trois parties est de «type partage de production» et s'inscrit dans le cadre du protocole d'accord qu'elles ont signé le 28 septembre 2022.
La compagnie indonésienne Pertamina avec la société espagnole Repsol sont actuellement partenaires de Sonatrach dans le contrat Lejmat et Oulad N'sir (blocs 405 et 215), a-t-on rappelé lors de la cérémonie de signature. L'association exploite, dans le cadre du même contrat, les gisements de MLN & Satellites (09 gisements), le gisement unitisé d'Ourhoud ainsi que le gisement unitisé d'El Merk.
Dans une allocution prononcée lors de la cérémonie de signature, M. Hakkar a fait savoir que le montant d'investissement global prévu pour la mise en œuvre de ce plan de développement «est estimé à plus de 800 millions de dollars et permettra une récupération de près de 150 millions de barils équivalent pétrole».
Il a souligné que la signature de ce contrat traduisait «la volonté des parties de poursuivre leur partenariat sur le périmètre contractuel de Menzel Lejmat et de renforcer leur coopération dans le domaine de l'exploration et de la production des hydrocarbures».
Pour sa part, Mme Widyawati a exprimé sa «haute appréciation» des efforts et du soutien menant à concrétiser la signature de ce nouveau contrat, ajoutant que ce dernier représentait une grande opportunité pour élargir les investisseurs de son entreprise en Algérie.

Hamid B.

RÉDUCTIONS DES PRIX DES BILLETS À L'INTERNATIONAL

Campagne de charme d'Air Algérie pour la diaspora algérienne

Un grand soulagement a été manifesté par la communauté algérienne établie à l'étranger après l'annonce faite en fin de semaine par Air Algérie, qui prévoit de revoir à la baisse, jusqu'à 40% les prix de ses billets à l'international à l'intention des ressortissants algériens émigrés.



Plusieurs groupes sur les réseaux sociaux ont fait part de leur satisfaction après l'annonce. La compagnie nationale de transport aérien a en effet annoncé dans un communiqué des réductions de 40% sur les prix des billets, dans le sens du retour, en faveur des membres de la communauté nationale établie à l'étranger, et ce, pour les réservations sur les mois de juillet, août et septembre 2023.

La période de vente des billets s'étend du 15 juin au 31 juillet 2023, et la période de voyage pour les vols internationaux vers l'Algérie est du 1er juillet au 31 août 2023.

Air Algérie a également expliqué, dans son communiqué, que la période de voyage pour les vols retour de l'Algérie vers l'international s'étendra du 1er septembre au 30 septembre 2023.

La compagnie a précisé que cette mesure intervient «en application des décisions du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, prises lors du conseil des ministres tenu le 11 juin 2023, visant à offrir davantage de facilités aux membres de la communauté nationale, notamment en termes de tarifs des billets». Le Président Tebboune avait également instruit le Gouvernement, lors du même Conseil des ministres, «d'accorder davantage de facilités en prévision de l'arrivée des membres de la communauté algérienne, notamment en termes de tarifs des billets».

Cette opération vise d'un côté à calmer les ardeurs des Algériens de l'étranger après les acerbes critiques ayant visé en 2022 la compagnie lorsque les prix avaient été jugés excessifs, et d'un autre côté à permettre à la communauté algérienne de l'étranger d'opter pour des vacances au pays, d'autant que la stratégie touristique tracée à court et moyen terme par l'actuel gouvernement vise à booster le secteur en berne depuis longtemps.

Avec le redécollage post-Covid19 et sa nouvelle stratégie de modernisation de sa flotte visant aussi un redéploiement au niveau international, notamment sur le continent africain, et l'acquisition de nouveaux appareils, Air Algérie semble maintenant plus disposée à revoir les prix de ses billets, notamment à l'endroit de la communauté émigrée soucieuse de plus en plus de passer ses vacances au pays, d'autant que la stabilité politique et sociale est désormais incontestable. En effet, la compagnie a déjà signé en mai dernier un contrat avec le constructeur aéronautique américain Boeing pour l'acquisition de huit (8) nouveaux avions moyens porteurs de type B737-9 Max, en attendant un autre contrat liant l'entreprise au constructeur européen Airbus qui devra fournir 7 gros porteurs, dont 5 de type A350-900 et 2 de type A350-1000.

Ceci s'ajoute au lancement, lors de l'annonce faite en septembre dernier, de la volonté d'Air Algérie de renouveler sa flotte par le biais d'une consultation internationale pour affréter 10 avions via le leasing opérationnel. Il est ainsi loin le temps où les Algériens de l'étranger, pour une courte visite au pays ou pour se ressourcer auprès de proches, devaient faire preuve d'ingéniosité pour pouvoir effectuer leur voyage au moindre coût.

Beaucoup optaient en effet pour des escales à Tunis avant de rejoindre leur destination au pays, ce qui leur permettait d'économiser parfois plus de la moitié du prix du billet. Il faut aussi rappeler que cette annonce a été faite au moment où le directeur général de la compagnie annonçait, depuis la capitale russe dans une interview accordée au magazine Sputnik, que l'entreprise aérienne ambitionne d'augmenter ses vols entre Alger et Moscou afin d'offrir plus d'opportunités aux ressortissants de ce grand pays euro-asiatique de visiter le plus grand d'Afrique et de découvrir les multiples richesses du pays, notamment le Sahara.

Le dg de la compagnie aérienne se trouve actuellement au sein de l'importante délégation qui accompagne le président de la République lors de sa visite de trois jours dans le pays des Tsars.

Amine B.

Transport maritime : des réductions de 30% pour les Algériens établis à l'étranger

L'ENTREPRISE nationale de transport maritime des voyageurs (ENTMV) a décidé des réductions de 30% des prix de ses billets via ses nouvelles lignes, à savoir Gênes (Italie), Barcelone (Espagne), Sète (France), au profit des membres de la communauté algérienne établie à l'étranger. C'est ce qu'a annoncé la compagnie dans un communiqué, jeudi, indiquant que c'est en application de la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, portant instruction d'assurer toutes les facilités aux membres de la communauté nationale pendant cette saison estivale, notamment concernant les prix des billets, que la la mesure de la réduction a été prise.

S. N.

BELABED À L'ISSUE DES ÉPREUVES DU BAC

Net recul de la fraude

LE MINISTRE de l'Education nationale, Abdelhakim a affirmé que les épreuves du Baccalauréat session juin 2023, «se sont déroulées dans de bonnes conditions», soulignant que le phénomène de la triche aux examens de fin d'année scolaire était en «recul».

Le ministre a exprimé sa satisfaction quant au «bon déroulement de cet examen», qui a été «un grand succès», grâce aux efforts consentis par l'ensemble de la communauté éducative (enseignants et travailleurs) et des autres secteurs ministériels et corps de sécurité.

Belabed s'est exprimé lors d'une visite à l'équipe en charge de la préparation et de l'impression des sujets des épreuves au niveau de l'Office national des examens et concours (Onec) à Kouba, lesquels ont été libérés, jeudi, à l'issue d'une mise en quarantaine depuis le 7 mai.

Pour le baccalauréat session 2023, ils étaient, faut-t-il le rappeler, plus de 790 000 candidats à passer les différentes épreuves de l'examen qui a pris fin jeudi dernier. Une épreuve qui a nécessité le déploiement de gros moyens pour empêcher la fuite des sujets, véritable hantise des responsables.

M. Belabed a réaffirmé, à ce propos, que le phénomène de la fraude aux examens a considérablement reculé car étant réprimé à ses débuts. Pour lui, cela a été possible grâce à la mobilisation des plusieurs secteurs concernés, dont les différents départements ministériels ainsi que des autorités sécuritaires et militaires, pour mener à bien ce rendez-vous pédagogique d'envergure. «Les mesures strictes qui ont été prises, notamment la loi contre la fraude, ont permis de réduire ce phénomène», a-t-il dit, soulignant que cette loi a contribué à intervenir immédiatement et avec efficacité sur toutes les formes de triche.

M. Belaabed a précisé, d'autre part, qu' «aucune erreur n'a été relevée dans les sujets des épreuves», expliquant que l'examen portait sur «des leçons dispensées en classe dans le cadre du programme scolaire». Pour le ministre cela traduit «la persévérance et l'engagement» dont ont fait preuve les équipes d'encadrement, d'élaboration, d'impression et d'acheminement des sujets.

Par ailleurs, le ministre a fait savoir que les résultats de l'examen du Bac 2023 seront connus vers le 20 juillet. La correction des copies débutera une fois celles-ci compostées au niveau des centres dédiés.

Le bon déroulement de l'examen a été rendu possible grâce, également, aux efforts consentis par le ministère de la Justice qui a procédé à l'installation d'une cellule de veille et de suivi au niveau de chaque Cour de justice placée sous l'autorité des procureurs généraux, avec pour membres le directeur de l'éducation, le chef de sûreté de wilaya, le commandant du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale, le chef de service régional de la sécurité intérieure et toute partie concernée, en vue de prendre les dispositions et les mesures anticipatives pour suivre le bon déroulement de ces examens.

De leur côté, la Direction générale de la Sûreté nationale, la Gendarmerie nationale et la Protection civile ont, également, déployé des dispositifs opérationnels pour le bon déroulement de cet examen national.

Cependant, cet examen a aussi été synonyme de coupure systématique de l'accès à l'Internet, ce qui n'a pas manqué de pénaliser les citoyens et les entreprises qui ne comprennent toujours pas le recours à une méthode aussi radicale pour empêcher la fuite des sujets.

A noter que le processus de collecte des copies des candidats qui a été entamé parallèlement avec le début des épreuves et se poursuivra à partir de ce dimanche au niveau de 18 centres de collecte. Les personnes concernées par cette opération procéderont d'abord à la suppression des données personnelles des candidats à savoir le nom, le prénom et le numéro du code, en les remplaçant par des symboles.

Les copies seront envoyées par la suite au niveau des 88 centres de correction mobilisés à travers le territoire national, où des enseignants ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine de la correction prendront en charge cette tâche.

Lynda Louifi

VISITE DU PRÉSIDENT TEBBOUNE EN RUSSIE

Développer la coopération économique entre l'Algérie et la Russie

Professeur des universités, expert international docteur d'Etat 1974-, membre de plusieurs organisations internationales, Abderrahmane MEBTOUL



Étant liés de longue date par intérêts des stratégiques, le président de la république entame une visite officielle de trois jours en Russie , qui durera du 14 au 16 juin afin notamment de renforcer la coopération économique

Préambule

La Russie est l'État le plus étendu au monde (plus de 17 millions de km²) et comptait au 1er janvier 2022, 145,5 millions selon l'agence de statistiques russe Rosstat. Son PIB était de 1779 milliards de dollars en 2021, proche de celui de l'Espagne ,loin de celui de la Chine (plus de 20.000 milliards de dollars ,plus e 72% au sein des BRICS) . Avec une structure qui a certainement évolué entre 2022/2023 du fait de l'effort de guerre la structure du PIB est : agriculture 5%, industrie 33% mais avec une dépendance au prix des hydrocarbures de 39/40 % et les services 62/63%. La fédération de Russie en 2022 est la 11ème puissance économique au monde selon la Banque mondiale et selon le FMI la 9 ème avec des ressources naturelles importantes. Ce pays possède des compétences scientifiques et techniques les plus avancées dans le monde, n'oublions pas qu'il a été le premier pays à lancer le 4 octobre 1957, le premier satellite artificiel Spoutnik 1. L'économie russe se caractérise selon les rapports internationaux repose essentiellement sur cinq facteurs : premièrement, c'est une économie en transition héritant encore du lourd héritage soviétique ; deuxièmement, c'est une économie de rente dont les entrées en devises repose sur les hydrocarbures (pétrole/gaz) et différents métaux rares et au niveau de la structure interne du PIB fondée sur la production où plus de la moitié de la richesse calculée provient des secteurs suivants : fabrication-construction-mine, en 2021, les importations représentant 17,10% du PIB et les exportations 27,80 ; troisièmement, avec plus de 200 millions d'hectares de terres cultivables, la Russie est un des principaux producteurs mondiaux de céréales dans le monde la Russie ne connaissant plus les pénuries alimentaires de l'époque soviétique ; quatrièmement, c'est une économie qui souffre du vieillissement démographique depuis la fin de l'ère soviétique ; cinquièmement, c'est une économie où l'Etat joue un rôle stratégique

1. -Les délégations des deux pays devront ainsi signer des mémorandums d'entente notamment dans les domaines économique, scientifique, juridique, de l'industrie pharmaceutique, de la communication, du nucléaire civil et de la culture. Se tiendra durant cette visite la 26e édition du forum économique de Saint-Pétersbourg et rassemblera plus de 1700 participants dont des patrons d'entreprises internationales issus de 33 pays. Seront évoquées les questions énergétiques du fait que l'Algérie autant que la Russie entendent , privilégier leurs intérêts propres., La Russie pour contourner les sanctions occidentales, sa part dans le marché européen étant passé de 45/47% en 2019 à moins de 25% en 2022,le Souttn Straem, le North Stream 1 et 2 (gelé) ambitionnait par le passé d'exporter environ 180 milliards de mètres cubes vers l'Europe, , le GNL importé d'autres pays , les USA étant devenu le premier fournisseur, ayant connu une augmentation de plus de 60% en 2022 par rapport à 2021, s'orientant vers l''Asie pour environ 100 milliards de mètres cubes gazeux, à travers le gazoduc «Power of Siberia» en direction de la Chine inauguré, le 02 décembre 2019, près de 2 000 kilomètres de tuyaux qui vont acheminer du gaz depuis les gisements de Sibérie et récemment ,la date du début de la construction étant fixée à 2024, nous avons eu l'inauguration du gazoduc Force de Sibérie 2 , d'environ 55 milliards de mètres cubes gazeux (1100 milliards de roubles au cours actuel contre une prévision de 800 milliards de roubles) longueur de 6 700 km dont 2 400 km sur le territoire de la Russie devant se connecter avec le gazoduc Ouest-Est. Quant à l'Algérie, elle entend élargir ses approvisionnements de gaz vers l ' Europe à travers le Medgaz via Espagne , le Transmed via l'Italie ,les projets Nigal (Nigeria Algérie Europe, Galsi via Italie , et des interconnexions étant passée de 10/% /à '12% de part de marché en 2022, la consommation intérieure ayant représentée plus de 45% de la production , ambitionnant de doubler les capacités horizon 2025/2026 sous réserve de 'l'attrait d'IDE et d'une politique de rationalisation de la consommation intérieure, en privilégiant également les énergies renouvelables et de l'hydrogène vert pur ce dernier, 10% de l'approvisionnement de 'l'Europe horizon 2030/2035.. Les deux pays fortement dépendant pour leur budget des recettes d'hydrocarbures, avec la baisse actuelle du cours du pétrole (cotation la matinée du 14/06/2023,, 74, 19 dollars le Brent et 69,20 dollars le Wit et entre 30/35 dollars le mégawattheure pour le gaz une baisse de plus de 70% par rapport la même période de 2022) jouent un rôle important au sein de l'OPEP+ et au sein des forums gaziers pour la stabilisation des prix du pétrole et du gaz . .Concernant les dossiers internationaux, ,les deux pays militent pour un monde multipolaire, où la Russie et la Chine ont décidé d'appuyer l'adhésion de l'Algérie aux BRICS. L'Algérie venant d'être admise comme membre non permanent au conseil de sécurité, seront certainement évoqués les dossiers de Ukraine, l'Algérie ayant une position de neutralité conforme à sa politique étrangère, , ceux du proche Orient et dans la région du Sahel, l'Algérie étant préoccupée face aux tensions à ses frontières

2.- Pour pouvoir comparer les deux économies en référence à l'année 2021, selon les données des ambassades , les importations russes ont été de 194 milliards de dollars dont 146 pour les produits manufacturés et 27,5 pour les produits agricoles et les exportations ont été de 340 milliards de dollars dont 230 pour le pétrole et les produits pétroliers et 27,1 pour les produits agricoles . Les importations en 2022 ont diminué de 15,01% par rapport à 2021, et les exportations ont reculé de 8,7% . Pour l'Algérie en 2021, les importations ont été de 51,50 milliards de dollars dont 10,7 de produits agricoles , 37,6 de produits manufacturés et les exportations de 37,8 milliards de dollars dont 33,4 pour le pétrole et les produits pétroliers. .Du point de vue de la coopération entre l'Algérie et la Russie, selon les données officielles russes, hors achats militaires, (selon l'Institut de Stockholm plus de 60/70% de l'armement provient de la Russie) où l'Algérie a un partenariat stratégique de longue date, mais selon les experts militaires s'orientant vers la diversification des fournisseurs, les exportations russes vers l'Algérie en 2021, se sont élevées à 2,9 milliards de dollars et les importations russes en provenance de l'Algérie se sont élevées seulement à 18 millions de dollars, total de volume d'change de 3 milliards de dollars contre 2 milliards de dollars en 2010.. La part de l'Algérie (importation et exportation) dans le volume des changes en 2021 représente 2,16%. La part de l'Algérie dans le chiffre d'affaires du commerce extérieur de la Russie s'est élevée à 0,4% et la part de volume l'Algérie occupe la 43ème place contre la 35ème en 2020. La part de l'Algérie dans les exportations russes s'est élevée toujours en 2021 à 0,6% contre 0,8% en 2020 et en termes de part dans les exportations russes ,l'Algérie occupe la 35ème place contre la 25ème place en 2020 et la part dans les importations la 115ème place en 2021 contre la 123ème place en 2020.

En résumé les échanges économiques, pouvant facilement être doubler comme cela a été mentionné en 2022, lors de différentes rencontres bilatérales, concernant l'agriculture, les ,nouvelles technologies, les grands travaux d'infrastructures, l'industrie mécanique, pharmaceutiques, l'intégration de l'industrie militaire que l'Etat major de l'ANP entend développer et surtout la recherche technologique et scientifique pour les porter entre 6/8 milliards de dollars. Actuellement ces échanges sont marginaux entre 2021/2022 qui s'expliquent fondamentalement par la similitude des structures économiques des deux pays et donc loin des potentialités. Mais ne devant jamais oublier que dans la pratique des relations internationales n'existent pas de sentiments mais que des intérêts.

ademmebtoul@gmail.com

ACCORD CÉRÉALIER

La Russie menace de se retirer si les clauses ne sont pas appliquées

Le ministre russe des Affaires étrangères a annoncé que son pays se retirerait de l'accord céréalier passé avec l'Ukraine si d'ici la mi-juillet les clauses relatives aux exportations russes ne sont pas appliquées.

«J'affirme que toute nouvelle extension est inenvisageable si au 17 juillet l'ensemble des clauses de l'accord céréalier d'Istanbul n'est pas appliqué tel que défini par le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres», a mis en garde le 13 juin Sergueï Lavrov, depuis la 46e réunion des chefs de la diplomatie des pays membres de l'Organisation de la coopération économique de la mer Noire (OCEMN). Le 12 juin, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres s'était déclaré «inquiet» pour l'avenir de l'accord, assurant «travailler dur» pour sa prolongation au-delà du 18 juillet. Signé en juillet 2022 dans un contexte de flambée des cours des céréales, avec le parrainage de l'ONU et de la Turquie, cet accord permettant le transit des céréales ukrainiennes a été prolongé à plusieurs reprises malgré la non-observation des clauses concernant les exportations russes. L'accord a permis d'exporter ces dix derniers mois plus de 30 millions de tonnes de céréales ukrainiennes, soulageant ainsi la crise alimentaire mondiale provoquée par la guerre. Lors de son intervention, Serguеï Lavrov a regretté que cet accord se soit, côté ukrainien, «transformé» en un «projet commercial». Le chef de la diplomatie russe a souligné que, selon les chiffres du Centre conjoint de coordination, «seulement 3%» des céréales iraient aux «pays les plus pauvres». «Le monde a besoin des engrais et du blé russes tout autant que des céréales fourragères ukrainiennes, produites par des compagnies américaines et rachetées au rabais par les Européens, en se cachant hypocritement derrière des prétextes humanitaires», a accusé le diplomate. Désormais, Moscou veut obtenir la levée des sanctions occidentales sur ses exportations d'engrais et de produits alimentaires, la reconnexion au système Swift de Rosselkhozbank – une banque publique d'investissement dans le secteur agricole –, la reprise des livraisons de matériel agricole et de pièces détachées ainsi que du fonctionnement du pipeline d'ammoniac Togliatti-Odessa, composant chimique essentiel de l'engrais minéral. Une explosion, survenue début juin dans le nord-est de l'Ukraine, sur une portion de cette infrastructure, est également venue compromettre les chances de prolongation de l'accord céréalier. Le Kremlin accuse un groupe de saboteurs ukrainiens d'être à l'origine de l'explosion. De leur côté, les responsables locaux ukrainiens assurent que l'armée russe a endommagé la conduite d'ammoniac. Lavrov fustige un accord transformé par Kiev en «projet commercial» «De nombreuses conditions qui devaient être appliquées n'ont pas été respectées», avait déclaré le président russe, toujours le 13 juin, lors d'une rencontre avec des correspondants de guerre. Vladimir Poutine a également évoqué le possible retrait de Moscou, accusant Kiev d'utiliser les couloirs maritimes prévus par l'accord pour attaquer les navires russes avec des drones. L'accord céréalier avait précédemment été renouvelé le 19 mars pour 60 jours, puis à la mi-mai. En théorie, les reconductions sont censées être valables 120 jours, mais la Russie avait alors insisté sur une prolongation de 60 jours, réclamant le respect de l'autre volet de l'accord. Depuis le début de l'opération spéciale en Ukraine en février 2022, les sanctions des pays occidentaux entravent ses exportations de produits agricoles.



R. I.

«PARTYGATE»

Un rapport accuse Johnson d'avoir menti au Parlement britannique

LE RAPPORT rendu ce 15 juin par une commission d'enquête parlementaire conclut à la culpabilité de l'ex-Premier ministre britannique dans l'affaire du «partygate». Boris Johnson a «délibérément» menti au Parlement britannique à de multiples reprises dans l'affaire du «partygate», a conclu ce 15 juin une commission d'enquête parlementaire dans un rapport qui a d'ores et déjà poussé l'ex-Premier ministre britannique à démissionner avec fracas de son mandat de député. L'ancien dirigeant conservateur, qui s'apprête à fêter ses 59 ans, avait été notifié la semaine dernière des conclusions accablantes de ces 14 mois d'enquête sur les fêtes à Downing Street pendant les confinements anti-Covid. Il avait alors remis son siège de député avec fracas, dénonçant une «chasse aux sorcières» et attaquant son successeur Rishi Sunak. Boris Johnson dément et se pose en victime «La commission n'a pas trouvé la moindre preuve» contre nous, a réagi Boris Johnson dans un long communiqué extrêmement agressif, réaffirmant qu'il pensait ne rien avoir fait de mal et dénonçant le «mensonge» et les conclusions «de malade» de la commission. Il a accusé la commission d'avoir voulu porter «le dernier coup de couteau d'un assassinat politique». Ne siégeant plus à la Chambre des communes, Boris Johnson ne risque plus grand-chose. Le rapport précise que la commission aurait recommandé 90 jours de suspension si Boris Johnson n'avait pas claqué la porte, une sanction très sévère qui aurait probablement déclenché une élection partielle. Le document, qui doit être encore soumis au vote des députés, demande néanmoins que soit retiré son accès aux locaux du Parlement, généralement accordé aux anciens Premiers ministres. Un an après sa démission de Downing Street, où il aura passé trois ans émaillés de scandales, son départ fracassant empêche tout retour au pouvoir de l'ex-journaliste et maire de Londres, en attendant une éventuelle réélection aux législatives prévues l'année prochaine. Il a surtout ravivé les guerres internes au sein du Parti conservateur, au pouvoir depuis 13 ans, où Boris Johnson dispose d'alliés influents. L'ex-Premier ministre garde une aura importante auprès de la base pour avoir remporté une victoire historique aux législatives de 2019 puis réalisé le Brexit, quand la sortie de l'Union européenne semblait dans l'impasse. S'il reste au centre de l'attention politico-médiatique, sa capacité de nuisance réelle reste incertaine : ni ses tentatives de retour au pouvoir ni celles de mener des frondes contre le gouvernement sur certains projets n'ont abouti depuis un an. Et seuls deux députés l'ont imité et ont démissionné du Parlement depuis une semaine, alors que certains craignaient une vague de départs massifs fragilisant le gouvernement de Rishi Sunak.

R. I.

ELARGISSEMENT DE L'OTAN CONTRE HIMARS

Quand un sénateur américain entend faire chanter la Hongrie

LE SÉNATEUR républicain James Risch a annoncé qu'il bloquerait une importante vente d'armes américaines aux autorités hongroises tant qu'elles n'auraient pas approuvé l'élargissement de l'OTAN à la Suède. Pas de Suède dans l'OTAN, pas d'Himars en Hongrie : James Risch, principal élu républicain du Comité sénatorial des affaires étrangères du Congrès des Etats-Unis, a annoncé au Washington Post qu'il bloquerait la vente des systèmes de lance-roquettes multiples à la Hongrie tant que cette dernière n'aurait pas donné son feu vert à l'entrée de la Suède dans l'Alliance atlantique. «Depuis un certain temps maintenant, j'ai directement exprimé mes préoccupations au gouvernement hongrois concernant son refus d'avancer un vote pour que la Suède rejoigne l'OTAN», a-t-il déclaré au média washingtonien. «Le fait que nous soyons en juin et que ce ne soit toujours pas fait, j'ai décidé que la vente de nouveaux équipements militaires américains à la Hongrie serait suspendue», a ajouté le sénateur. Dans le collimateur de ce dernier : un potentiel contrat, évalué à plus de 735 millions de dollars, pour l'achat par la Hongrie de 24 batteries et de leurs roquettes. L'intérêt des Hongrois pour cet armement a été ébruité en janvier, par le site local de Radio Free Europe, qui citait des sources du ministère de la Défense. Le jour même de cette publication, le ministre turc de l'Industrie – alors en déplacement à Budapest – déclarait qu'en cas de besoin, son pays se tenait prêt à proposer aux Hongrois des alternatives aux Himars américains. La Hongrie fait partie, avec la Turquie, des deux pays membres de l'OTAN n'ayant pas encore fait ratifier à leur Parlement l'entrée de la Suède dans l'Alliance. Hungary's Ministry of Defense: The MoD will not purchase HIMARS missile systems. In the previous government term, the Government Commissioner for Procurement sent a letter requesting information on HIMARS missile systems, with a March 2022 deadline. No reply was received from the…— Zoltan Kovacs (@zoltanspox) June 14, 2023 Du côté hongrois, on affirme qu'il n'est plus question d'acheter de tels équipements auprès des États-Unis. Une demande d'information, ayant pour date butoir «mars 2022», aurait été formulée «au cours de la précédente législature gouvernementale», a tweeté le 14 juin Zoltan Kovacs, porte-parole du gouvernement hongrois. «Il n'y a pas eu de réponse du côté américain et le ministère a considéré que l'affaire était close», précise-t-il. Washington accroît ses pressions sur Budapest Les relations entre Budapest et Washington se sont détériorées depuis le début de l'offensive russe en Ukraine. Les Etats-Unis reprochent à leur allié d'Europe centrale de ne pas jouer le jeu des sanctions occidentales contre Moscou, notamment en n'ayant pas cessé ses importations d'hydrocarbures russes ou encore en ayant appelé à un cessez-le-feu en Ukraine. En avril, Washington a notamment sanctionné la Banque internationale d'investissements (IIB), à Budapest, en tant qu'établissement lié à la Russie. Les relations entre Budapest et Stockholm sont également sur une pente descendante.

R. I.

COUPE ARABE DE FUTSAL : PAS DE FINALE POUR LES ALGÉRIENS

LA SÉLECTION algérienne de Futsal s'est inclinée face à son homologue koweïtienne 2-3 (mi-temps : 0-1), en match comptant pour les demi-finales de la Coupe arabe des nations 2023, disputé ce mercredi à Djeddah (Arabie saoudite). Le Koweït a pris l'avantage en première période grâce à Abdelatif Al-Abassi, avant de faire le break après la pause par Nasser Al-Albane. L'Algérie revenue de loin en remettant les pendules à l'heure grâce à deux buts signés Amine Benchérif et Azzedine Takedjrad. Mais les Koweïtiens ont marqué le but de la qualification en fin de partie par Badr Al-Mansour. L'Algérie s'est qualifiée pour le dernier carré en dominant mardi l'Irak. La sélection algérienne avait terminé deuxième du groupe A avec cinq points après une victoire contre la Libye (3-2) et deux nuls face respectivement à l'Arabie saoudite (4-4) et Tadjikistan (2-2), rappelle-t-on. Le Koweït rencontrera samedi en finale (17h00) le Maroc, vainqueur un peu plus tôt dans la journée face à la Libye (5-1).
Résultats des demi-finales :
Koweït – Algérie 3-2
Maroc – Libye 5-1
Finale (aujourd'hui, 16 juin 2023 à 17h00) :
Maroc – Koweït

COUPE D'ALGÉRIE 2023 : LA FINALE ASO-CRB LE 22 JUIN AU STADE MILOUD HADEFI

LA FINALE de la Coupe d'Algérie de football 2023 opposant l'ASO Chlef au CR Belouizdad, se jouera le jeudi 22 juin au stade Miloud-Hadefi d'Oran (17h00), a annoncé la Fédération algérienne (FAF), ce mercredi dans un communiqué publié sur son site officiel. En demi-finales, l'ASO Chlef s'est qualifiée aux dépens de la JS Saoura (3-1) en match disputé au stade Miloud Hadefi d'Oran, alors que le CRB a passé l'écueil du NC Magra (1-0) au stade Chahid Hamlaoui de Constantine. Il s'agit de la troisième finale pour l'ASO Chlef, après celle de 1992, perdue face à la JS Kabylie (0-1), et celle de 2005, remportée contre l'USM Sétif (1-0, après prolongations). De son côté, le Chabab est considéré comme un grand spécialiste de l'épreuve, dont il est d'ailleurs le tenant du titre. Il compte huit trophées à son palmarès, soit autant que l'ES Sétif, l'USM Alger et le MC Alger. Le CRB est le dernier détenteur de « Dame Coupe », obtenue lors de l'édition 2019 et remportée aux dépens de la JSM Béjaia (2-0), avant que l'épreuve populaire ne soit suspendue pendant deux saisons en raison de la pandémie de Covid-19.

MAHREZ COÉQUIPIER DE BENZEMA EN ARABIE SAOUDITE ? LA RÉPONSE TOMBE

CES DERNIÈRES HEURES, l'avenir de Riyad Mahrez fait beaucoup parler en raison d'un possible départ dans le club de Karim Benzema. Alors que Riyad Mahrez vient de tout gagner avec Manchester City, même s'il a plutôt évolué dans un rôle de joker, notamment en Ligue des champions, l'international algérien va-t-il décider de tout quitter pour répondre à l'intérêt de l'Arabie Saoudite. En tout cas, ces dernières heures, une folle rumeur a agité les réseaux sociaux. L'ailier des Fennecs a été annoncé tout proche d'un énorme accord avec le club d'Al Ittihad, où évolue désormais Karim Benzema. Un contrat dingue de 200 millions d'euros sur quatre ans. Néanmoins, les dernières informations du dossier ont clairement donné une autre tournure à l'avenir de Mahrez. D'après Foot Mercato, si un autre club saoudien, Al-Ahli, est bien sur le coup pour tenter d'attirer Mahrez, un départ à Al Ittihad n'est pas du tout à l'ordre du jour. Plus important encore, Manchester City n'aurait pour le moment aucune intention de laisser filer un joueur qui reste très important aux yeux de Pep Guardiola.

LFP (LIGUE 1 MOBILIS)) :

Vers un report du début de la prochaine saison

La Ligue de football professionnel (LFP) va proposer lors de la prochaine réunion du Bureau fédéral de la Fédération algérienne (FAF) de décaler le début du championnat de Ligue 1 saison 2023-2024 aux 8 et 9 septembre prochain, au lieu du 18 août programmé initialement.



«La LFP proposera au prochain Bureau Fédéral le report du début du championnat, saison 2023/2024, prévu initialement le 18 août aux 8 et 9 septembre 2023 et ce, en raison de la fin tardive du championnat professionnel en cours et afin de permettre aux joueurs de se reposer et de préparer la prochaine saison dans de bonnes conditions et vu le calendrier des compétitions africaines des clubs 2023-2024 qui coïncidera avec le début de la Ligue 1 prévu pour le 18 août 2023", a indiqué l'instance dirigeante de la compétition dans un communiqué publié mercredi soir. Cette proposition a été exprimée lors de la réunion statutaire du Bureau exécutif de la LFP, tenue mercredi au siège de la LFP sous la présidence d'Abdelkrim Medouar. Suite à la demande formulée par l'USM Alger pour le report de ses trois prochains matchs, en raison de la convocation de six de ses joueurs en sélection, dont cinq en équipe nationale algérienne durant la fenêtre internationale (12-20 juin), la LFP a dévoilé cette semaine un nouveau calendrier de la fin de saison, fixant la fin de l'exercice au 15 juillet au lieu du 4 juillet précédemment. "Le Président de la LFP a présenté aux membres un exposé détaillé concernant cette fin de saison qui a vu une modification du programme du championnat professionnel Mobilis qui a été marquée par un calendrier chargé vu le nombre important des matchs en retard et ce, en raison de la participation des clubs algériens en compétitions africaines, l'organisation du CHAN en Algérie, les stages de l'équipe nationale des locaux, les dates FIFA et le déroulement des deux matchs de l'équipe nationale U23 comptant pour le dernier tour des éliminatoires de la CAN 2023", précise le communiqué, soulignant que la "la LFP en application du règlement des championnats de football professionnel a été contrainte d'apporter des modifications au programme du championnat". Enfin, la LFP a indiqué avoir demandé à la FAF de "saisir la Confédération africaine de football (CAF) afin de prolonger la date limite d'envoi de la liste des clubs participant aux différentes compétitions interclubs de la CAF : Ligue des Champions et la Coupe de la Confédération, au 10 Juillet 2023, au lieu du 30 juin.

COUPE D'ALGÉRIE FÉMININE 2023 (LUNDI PROCHAIN) :

Une finale «prometteuse» entre la JF Khroub et le CS Constantine

LA FINALE 2023 de la Coupe d'Algérie féminine de football, entre la JF Khroub et le CS Constantine s'annonce "prometteuse" entre deux équipes de la même wilaya, animées de grandes ambitions, a déclaré, jeudi, le directeur de la jeunesse et des sports (DJS), Saïd Hoggas. S'exprimant en marge d'un déjeuner offert par les autorités de la wilaya dans un hôtel de la circonscription administrative d'Ali-Mendjeli, en présence du wali, Abdelkhalek Sayouda, et des autorités locales civiles et militaires, M. Hoggas a estimé que cette rencontre est "un grand derby entre deux anciennes écoles de football". L'affluence du public promet d'être remarquable, s'agissant de la toute première finale, en Algérie, entre deux formations de la même wilaya, a ajouté le DJS, précisant que les autorités locales ont demandé que la rencontre se déroule au stade Chahid Hamlaoui de Constantine, au lieu du stade Miloud-Hadefi d'Oran, afin d'éviter aux filles un long déplacement, tout en permettant aux supporters d'affluer en nombre au stade. Selon M. Hoggas, le chef de l'exécutif local a motivé les deux équipes et mis tous les moyens nécessaires à leur disposition afin d'assurer le bon déroulement de cette finale de Coupe d'Algérie. Pour sa part, l'entraineuse de l'équipe féminine du u CS Constantine, Radhia Fertoul, a salué "cette initiative des autorités locales pour apporter un soutien moral aux deux équipes voisines", soulignant que l'invitation des autorités "encouragera les joueuses des deux équipes à donner le meilleur d'elles-mêmes durant le match". La coach de la JF Khroub, Nedjma Derradji, a remercié, pour sa part, les autorités locales pour cette initiative et estimé que cette finale "se jouera sur de petits détails en raison du niveau très proche entre les deux formations". Pour elle, "le seul avantage de son équipe est l'expérience acquise ces dernières années en coupe d'Algérie". Les billets pour la finale, qui se tiendra lundi prochain à 18h00 au stade Chahid Hamlaoui de Constantine, ont été mis en vente ce jeudi.

JEUX SPORTIFS ARABES (ALGÉRIE-2023) :

Les épreuves de natation qualificatives au championnat du monde et aux JO

LES ÉPREUVES de natation comptant pour la 15e édition des Jeux sportifs arabes, qui auront lieu du 5 au 15 juillet prochain dans cinq villes algériennes, seront qualificatives au championnat du monde (Doha-2024), ainsi qu'aux Jeux olympiques (Paris-2024), a annoncé, mercredi, la Fédération algérienne des sports aquatiques. Cette instance a reçu une correspondance de la part de la Fédération internationale de la discipline l'informant d'une "suite favorable" donnée à la doléance formulée au sujet de la prise en compte des résultats des Jeux sportifs arabes dans la course à la qualification aux deux compétitions planétaires suscitées. "Une décision intervenue après des démarches, de longs mois, effectuées dans ce sens par la Fédération algérienne des sports aquatiques", précise-t-on de même source. Les épreuves de natation inscrites au programme des Jeux sportifs arabes auront lieu au niveau du Centre nautique du complexe Miloud Hadefi d'Oran du 5 au 10 juillet. Le même site avait abrité, l'été dernier, les compétitions comptant pour les Jeux méditerranéens ainsi que le championnat arabe de la discipline, rappelle-t-on. La course à la réalisation des "minimas" qualificatifs au championnat du monde, ainsi qu'aux Jeux olympiques Paris 2024, a été lancée le 1er mars de cette année 2023 et se poursuivra jusqu'au 23 juin 2024, souligne-t-on. La 21e édition du championnat du monde est prévue du 2 au 18 février 2024, soit à cinq mois des Jeux olympiques de Paris.

CAN-2023 (5E JOURNÉE (GR. F) DES QUALIFICATIONS)
À DOUALA, CET APRÈS À 16H00

Ouganda- Algérie : le grand baptême de feu pour les nouveaux Verts

Dans le cadre du cinquième et avant dernier match des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations 2023, l'Equipe Nationale affrontera l'Ouganda, un adversaire assez abordable surtout en terrain neutre, à Yaoundé au tristement célèbre « Japoma Stadium », demain à 16h00. Une belle occasion pour les nouveaux arrivants de faire connaissance avec les spécificités des terrains africains et tout ce qui les entourent.

Par Rabah Azizi.



Après les nombreux succès de nos joueurs en Europe (Ligue Europa Conférence, en UEFA Champions League), et le triomphe de l'USM Alger en Coupe de la CAF, la liste de Belmadi compte plusieurs joueurs, tels que Riyad Mahrez, Saïd Benrahma, Aymen Mahious, Zinedine Belaïd, Oussama Benbot et Haïthem Loucif tous fraichement distingués avec leurs clubs respectifs et dotés d'un moral de gagnants. Gonflés à bloc on le devine. Riyad Mahrez encore une fois, aux côtés d'Ismaël Bennacer, Nabil Bentaleb et Ramy Bensebaïni ont été nommés dans le onze type des meilleurs joueurs arabe de la saison 2022/2023 évoluant sur le Vieux Continent. Pour sa part, Fares Chaïbi, la jeune pépite de Toulouse FC, récemment élu meilleur jeune joueur de Ligue 1 de la saison a rejoint ses compatriotes avec un excellent état d'esprit et un moral particulièrement boostés. Avec satisfaction et bonne humeur, ces joueurs-là, se disent prêts après leurs succès en clubs, à « apporter un plus lors de la rencontre du cet après-midi. Une bonne tonalité mentale qui fait du bien et aidera les « Fennecs » à mieux exprimer leur créativité sur le rectangle vert. Néanmoins, avec la météo torride qui attend les joueurs de Belmadi en capitale camerounaise, causera beaucoup de difficulté pour les nouveaux appelés en EN. En effet, la météo avoisinant les 29°C avec un taux d'humidité de 80%, sera un sérieux obstacle pour les « in-habitués » du climat africain t des conditions souvent dantesques entourant ce genre de déplacements. Houssem Aouar, Farès Chaïbi, Badreddine Bouanani, Joaouen Hadjam, Kevin Guiton, Mehdi Léris et Ahmed Abdelli qui n'ont jamais foulé un terrain ni disputé la moindre rencontre en Afrique devront vite s'habituer à cette exceptionnelle donne qu'ils n'ont jamais connu. Toutefois, et malgré les tracas qui les attendent, les « Verts » restent quand même à leurs aises et devront disputer ce match avec tranquillité, sachant que Belmadi et ses joueurs sont déjà qualifiés pour la prochaine CAN en Côte d'Ivoire et qui joueront sur terrain neutre, passeront ce test ougandais sans trop de pression face à un adversaire toujours concerné par un ticket pour le pays de Drogba. Ce qui devrait calmer les esprits et aider Mahrez et ses coéquipiers à donner raison à leur coach qui déclarait « se déplacer au Cameroun pour revenir avec le meilleur résultat possible ». Pour rappel, l'Algérie qui a assuré sa place parmi les sélections déjà qualifiées, se classe à la première place du classement du groupe F de la phase éliminatoire avec 12 points à son compteur.

R.A

Oussama Chita en renfort

Le sélectionneur national Djamel Belmadi a convoqué le milieu de terrain de l'USM Alger Oussama Chita, pour le stage des Verts avant la confrontation face à l'Ouganda. Avec cette convocation, Oussama Chita effectue son retour en sélection nationale après une longue absence qui remonte à novembre 2018 en raison d'une grave blessure au genou, ratant une éventuelle participation à la CAN 2019 en Egypte. Oussama Chita a réussi une bonne saison avec son équipe et a largement contribué au sacre final de l'USM Alger en Coupe de la Confédération de la CAF 2023.

EN RÉCOMPENSE DE LEUR RÉUSSITE AUX EXAMENS DE FIN D'ANNÉE

Belmadi et ses joueurs chez les enfants et élèves studieux de l'Association Kafil El Yatim

DANS le cadre des activités caritatives de la sélection nationale, devenues désormais une tradition, les Verts ont effectué une visite dans la matinée du jeudi 15 juin 2023 au siège de l'association nationale Kafil El Yatim, chargée des orphelins, à Bab Hassan. Les coéquipiers d'Aïssa MANDI et de Houssem AOUAR ont tenu à aller saluer ces jeunes enfants de surcroit ayant réussi leurs examens de fin d'année et avec lesquels ils ont partagé de réels moments de joie. La délégation de l'équipe nationale a été accueillie à son arrivée par le président de l'association M. Ali CHAOUATI et son équipe, et surtout des enfants avec des bouquets de fleurs et de grands sourires. Etaient également présents, M. Mahrez BACHIRI, ancien journaliste de la télévision nationale et chargé de communication de l'association Kafil El Yatim, et les membres de l'association des supporters de l'équipe nationale de football, représentée par son chargé de communication M. Lotfi BENHADJI et quelques-uns de ses membres. Après le discours de bienvenue du président Ali CHAOUATI qui a rappelé les grandes lignes des activités de l'association, c'était au tour du sélectionneur national, Djamel BELMADI, de rappeler l'intérêt de ce genre d'initiatives et l'importance d'aller au contact de nos compatriotes, notamment les catégories sociales qui ont besoin d'aide, de soutien et de réconfort. Puis, c'était autour d'une petite fille de faire une allocution de bienvenue au nom des 200 000 orphelins que compte cette association à l'échelle nationale, suivie d'un de ses camarades qui, lui, a présenté les projets menés par ladite association tout le long de l'année. Des joueurs, tels que SLIMANI, BOUNEDJAH, BENSEBAINI, BENRAHMA, BENTALEB, MANDI et AOUAR ont pour leurpart transmis des messages forts pour des enfants tout heureux de rencontrer leurs idoles et qui ont reçu des ballons signés par les joueurs. Les BELKEBLA, BOUANANI, CHAIBI et autre TOUBA, ainsi que le coach, ont mis également leurs griffes sur un maillot de la sélection en guise de cadeau. De son côté, M. Mahrez BACHIRI a annoncé la tenue de la 5ème édition du tournoi national de Kafil El Yatim qui réunira 32 équipes à Alger, du 16 au 25 juillet prochains. Avant de quitter le siège de l'association, tous ont tenu à prendre une photo-souvenir dans une ambiance très conviviale, avec la promesse de réitérer ce genre de manifestations d'échange et de partage avec les représentants de la société civile.

EN MARGE DU STAGE :

Les Verts fêtent l'USMA, Benrahma et Mahrez . . .

La soirée du jeudi 15 juin 2023 a été mémorable pour les Verts qui ont fêté les sacres de l'USM Alger en Coupe de la Confédération africaine, avec la présence de pas moins de cinq joueurs en sélection (BENBOT, LOUCIF, BELAID, MAHIOUS et CHITA), de Saïd BENRAHMA vainqueur avec West Ham United FC de la Coupe UEFA Conférence et de Ryad MAHREZ qui a décroché avec Manchester City la Ligue des Champions, sans oublier Farès CHAIBI qui a gagné la Coupe de France avec le FC Toulouse. Un grand gâteau aux couleurs des clubs vainqueurs et un autre pour Alexandre OUKIDJA qui a annoncé sa retraite internationale ont été dégustés dans une ambiance plus que conviviale, surtout avec un Islam SLIMANI en véritable boute-en-train.

. . . Mahrez intègre le groupe sous les applaudissements...

Les Verts ont poursuivi leur préparation au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa en prévision de leurs deux prochains matchs, le premier ce dimanche 18 juin 2023 au stade Japoma de Douala face à l'Ouganda (16h00) pour le compte de la 5ème journée des éliminatoires de la CAN TotalEnergies – Côte d'Ivoire 2023, et le match amical face à la Tunisie, le mardi 20 juin au stade du 19 mai 1956 d'Annaba (20h00). Contrairement à la séance de la veille, programmée à 15h30, celle de ce jeudi 15 juin a démarré à 17h30 avec la présence de Ryad MAHREZ, fraîchement auréolé du titre de Champion d'Europe, qui a intégré le groupe sous les applaudissements de ses coéquipiers et les différents membres du staff technique. Autre élément, Oussama CHITA, appelé suite à l'incertitude qui entoure le cas de Victor LAKEHAL, a rejoint le groupe dans la soirée. Quant à l'ex-capitaine du Havre AC il a été plutôt aux soins au moment où ses coéquipiers entamèrent la séance par une série d'ateliers physiques sans ballon (courses, haies, vivacité, …) puis techniques (toros en trois groupes). Le staff passe ensuite à l'exercice de jongles avant de clôturer par des exercices de finition devant les buts (frappes sur passes courtes, reprises de volée, reprises de la tête, …). Pour hier, vendredi 16 juin 2023, les camarades de ZEGHBA devaient effectuer leur dernière séance d'entraînement au CTN de Sidi Moussa à partir de 16h00 avant de s'envoler aujourd'hui, samedi, en direction de Douala.

. . . Alexandre Oukidja fait prend sa retraite internationale

Le gardien international Alexandre OUKIDJA a décidé de mettre un terme à sa carrière internationale. Agé de 34 ans, le portier du FC Metz a informé le sélectionneur national Djamel BELMADI qu'il n'était plus capable d'assumer ce statut, et qu'il était temps de quitter la scène. OUKIDJA était présent ce jeudi 15 juin 2023 au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa où il a reçu un vibrant hommage de la part du coach national, de tous les joueurs et les membres des différents staffs des Verts. Ce fut un moment très émouvant pour celui qu'a qualifié BELMADI de ''grand professionnel qui n'a jamais rechigné à venir défendre les couleurs de son pays et de travailler dur aux entraînements, même s'il n'a pas été souvent titulaire à son poste''. Pour sa part, Alex, tout ému, a exprimé toute sa fierté et les moments merveilleux qu'il a passé avec les Verts où il a été champion d'Afrique en 2019. Dans un petit discours, Alex a déclaré : ''Je suis très honnête et je n'ai jamais triché, ni avec moi-même et encore moins avec les autres et surtout pas la sélection de mon pays ; d'où ma décision de me retirer de l'équipe nationale car mon corps ne répond plus comme avant, surtout avec les exigences du très haut niveau.'' OUKIDJA aura droit à des applaudissements nourris et à des adieux dignes de l'homme et du gardien qu'il a toujours été.

LIGNES FERROVIAIRES

Reprise de l'exploitation de la ligne Béchar-Oran mi-septembre

LE MINISTRE des Transports, Youcef Cherfa a annoncé, jeudi à Alger, la reprise, mi-septembre prochain, de l'exploitation de la ligne ferroviaire Béchar-Oran.
Lors d'une plénière consacrée aux questions orales au Conseil de la nation, présidée par son vice-président, Hamoud Abdennacer, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar et des membres du Gouvernement, le ministre a indiqué que cette ligne, exploitée auparavant à raison de deux voyages par jour, a été suspendue en raison des vents de sable, un phénomène météorologique qui survient fréquemment dans la région Sud-Ouest du pays.
Répondant à la question du sénateur Ghazi Djabri (tiers présidentiel) concernant la reprise de l'exploitation du train «Coradia» sur la ligne reliant Béchar à Oran, M. Cherfa a fait observer que les vents de sable ont causé des pannes au niveau des trains, contraignant la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) d'arrêter sa circulation.
En revanche, rassure le ministre, au vu du nombre considérable des wagons «Coradia» en maintenance, l'exploitation de cette ligne reprendra mi-septembre prochain dès l'achèvement de l'entretien et de la maintenance des wagons.
A la question du sénateur Fouad Sebouta du Front de libération nationale (FLN) relative aux mesures prises en vue d'améliorer le transport en commun et la situation des bus en exploitation, M. Cherfa a estimé que «la nouvelle loi sur l'investissement permettra de mettre en place une industrie mécanique pour fabriquer localement les bus, ce qui contribuera au renouvellement du parc».
Dans ce contexte, il a fait état d'un nombre important d'investisseurs algériens et étrangers, prêts à se lancer dans la fabrication des bus, en plus des bus commercialisés par la Société Algérienne pour la Production de Poids Lourds qui a un contrat avec l'ETUSA.
Quant à l'actualisation du plan de circulation et l'élargissement du réseau routier, le ministre a annoncé la révision de trois plans dont celui d'Alger. D'autres wilayas seront concernées en 2024 dans le cadre du plan national d'aménagement du territoire.
En réponse à la question du sénateur Mohamed Larbi Slimani (Front El Moustakbal), sur la possibilité d'ouvrir des lignes supplémentaires au niveau de l'aéroport de la wilaya de Menia et d'affecter un grand avion «Boing», M. Cherfa a souligné que son département ministériel œuvre avec la compagnie aérienne nationale «Air Algérie» au renforcement des vols domestiques et au développement du transport aérien à travers les différents aéroports du pays.
Le ministre a rappelé que les services d'Air Algérie sont sur le point d'acquérir 25 aéronefs pour renforcer le pavillon national, ce qui contribuera, a-t-il dit, à l'augmentation des vols vers les régions sud du pays. **R. R.**

GHARDAIA

Plus de 2 200 oiseaux d'eau nicheurs recensés

Pas moins de 2252 oiseaux d'eau nicheurs ont été dénombrés entre le mois de mai et juin courant par les ornithologues dans les différentes zones humides de la wilaya de Ghardaia, devenues des sites de nidification privilégiés par la population volatile migratrice, a appris jeudi l'APS de la Conservation des forêts de la wilaya.



Initié dans le cadre des activités du Réseau national des observateurs ornithologues algériens (RNOOA), à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des oiseaux migrateurs et la Journée internationale de la biodiversité, ce comptage national des oiseaux migrateurs d'eau nicheurs, a ciblé l'ensemble des zones humides naturelles et artificielles de la wilaya de Ghardaïa au nombre de dix, a expliqué le Conservateur des forêts Mohamed Salah Lafdal.
Ces zones aquatiques sont devenues «une halte incontournable de nidification pour les oiseaux migrateurs sur l'axe migratoire entre l'Afrique et l'Europe», notamment la zone humide artificielle de Kef El Doukhan (Ghardaia), a-t-il ajouté.
L'objectif de ce dénombrement effectué entre 17 mai et 05 juin dernier, est «d'établir une base de suivi des différentes zones humides, de connaître l'effectif de la population avifaune nicheuse dans la région, sa phénologie, sa densité», a fait savoir le conservateur des forêts précisant que les indices de nidification sont déterminés par l'existence de nids, d'œufs, de poussins sur les sites.
Ce recensement a permis de répertorier vingt-quatre (24) espèces avifaunes nicheuses avérées dont des espèces dominantes telles que le Flamant rose, la Gallinule (poule-d'eau), l'Echasse blanche, le Fuligule nyroca, le Tadorne casrca, l'Echasse blanche, la Marmaronette marbrée et la Foulque macroule, a-t-il noté.
Ce opération a ciblé l'ensemble des zones humides naturelles non classées (Dayet Oum Souid et Mahfoura dans la commune de Mansoura) et les zones humides artificielles (non classées) créés à la faveur d'un programme de traitement des eaux usées, de préservation de l'environnement et des ressources hydriques constituées essentiellement de stations d'épuration des eaux usées (STEP) de Kef Dokhen (exutoire de l'oued M'Zab) à El Ateuf, et celles de Berriane et de Guerrara ainsi que les rejets de Metlili (El Gaada), de Zelfana (Gouifla), de Oued N'Chou et la zone des sciences dans la wilaya de Ghardaia, a souligné le responsable des forêts.
Ces zones humides disposent d'une biodiversité importante et abritent une variété d'espèces d'oiseaux migrateurs dont une partie inscrite sur la liste des oiseaux menacés, élaborée par l'Union Internationale pour la conservation de la nature (UICN).
Ces sites aquatiques, notamment les sites artificiels sont devenus des habitats et un milieu de reproduction de la population avifaune, favorisé par le gardiennage et l'éloignement des zones urbaines.
Ils recèlent des potentialités susceptibles de promouvoir un tourisme écologique et de devenir également un véritable laboratoire à ciel ouvert pour les scientifiques et autres biologistes. Cette année 2023, les membres du réseau national des observateurs ornithologues algériens (RNOOA) ont relevé une légère baisse des oiseaux nicheurs.
Ce déclin de la population avifaune nicheuse est expliqué, selon les membres de ce réseau, qui sont en même temps membres du bureau de la protection de la faune et la flore à la conservation des forêts de Ghardaia, par le réchauffement climatique, la sècheresse et l'assèchement de nombreux sites aquatiques ainsi que les activités humaines qui ont impacté considérablement les écosystèmes de la faune et la flore.
La présence d'oiseaux est un bon indicateur de l'état de la biodiversité locale, et cela, malgré les canicules et les tempêtes de sable qu'a connu la région de Ghardaia en ces mois de mai et de juin, signale-t-on. **R. I.**

TOUGGOURT

Journée d'étude sur la culture du tournesol au profit des agriculteurs

LA CULTURE du tournesol a été au centre d'une journée technique de vulgarisation tenue, jeudi dans la wilaya de Touggourt, en direction des agriculteurs de la région, à l'initiative de l'Institut technique du développement de l'agronomie saharienne (ITDAS), station d'Aghafiane, (wilaya d'El-Meghaïer). Animée au niveau d'une exploitation agricole d'expérimentation de cette culture, localisée dans la commune de Blidet Amar, cette journée a permis de vulgariser le développement de cette plante oléagineuse, son cycle technique et d'autres facteurs susceptibles d'assurer un développement quantitatif et qualitatif de cette production.
Intervenant à ce titre, la directrice de la Ferme de démonstration et de production de semences (FDPS) à l'Institut d'Aghafiane, Halima Khaled a indiqué que cette culture pourrait offrir un rendement oscillant entre 20 et 35 quintaux (Qx) de graines par hectare. Elle a souligné que les expériences de développement de cette plante oléagineuse menées par la station au niveau d'une surface globale de 15 hectares (ha) répartis sur certaines exploitations agricoles des wilayas de Touggourt, El-Meghaïer et El-Oued et ont donné des résultats «encourageants».
Et d'ajouter: «ces expériences confirment davantage que les régions sahariennes constituent, de par leurs conditions climatiques un environnement propice à la culture du tournesol et ouvrent de larges perspectives pour l'extension de cette filière et l'investissement dans cette culture».
Par souci de développer cette culture et encourager les agriculteurs à y adhérer, une batterie de mesures incitatives a été prise par l'Etat en direction des promoteurs désirant étendre ce segment cultural.
Les mesures consistent à assurer l'encadrement, l'accompagnement technique, le soutien accordé par l'Etat estimé à 3.000 DA/quintal produit de graines, en plus de l'accompagnement de l'opération de commercialisation du produit et l'orientation vers l'industrie agro-alimentaire.
Cette journée sur la culture et le processus de valorisation du tournesol s'inscrit au titre des journées techniques sur le développement des cultures stratégiques, notamment les plantes oléagineuses, en prévision du programme arrêté par le ministère de l'Agriculture et du développement rural portant réalisation de l'autosuffisance en huile de table et la réduction de la facture d'importation.
R. R.

COUP D'ENVOI DU 23E FESTIVAL EUROPÉEN DE MUSIQUE

Le prince du Raï 2.0 fait vibrer le TNA

L'artiste Sofiane Saïdi a enflammé avant-hier soir, la scène du Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (TNA), lors de l'ouverture du 23e Festival européen de musique. La salle a fait le plein de familles et de jeunes venus se divertir et danser au rythme du rai numérique, un clin d'œil de l'artiste qui a voulu rendre hommage à ce genre classé au patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

Le Prince Raï 2.0, comme on le surnomme, a provoqué l'euphorie chez le public, laissant petits et grands, danser aux rythmes des sonorités du rai techno, dont cet artiste excelle. Avec sa voix enfumée, puissante et hypnotique, Sofiane Saidi a voulu faire un clin d'œil à la musique qui l'a bercé durant son enfance. Il rend hommage à des figures emblématiques du raï, à l'instar de Ahmed Wahbi, Cheb Hasni ou encore Raina Rai, en revisitant leurs morceaux à la sauce électro et techno-électro house. Il chantera « Ak'taât lebhar aâla djalha », « Bab h'did », « Til Et'tayla », « Wahran, Wahran », « El Beida mon amour », « El Wardi gamil » (orientale), « Manich menna », « Ya mimouna » ou encore « Leila ».

La star de la soirée, qui représente la Délégation de l'Union européenne, interprétera d'autres chansons issues de ses deux albums, « El Mordjane » (2015) et « N'Djoum » (2018). Le public et même les invités européens et les corps diplomatiques présents, n'ont pas pu tenir leurs places. Ils chanteront en chœur et dansons fiévreusement sur la prestation envoûtante du prince de la musique numérique. L'artiste a été applaudie et remercié pour son show exceptionnel.

Natif de Sidi Bel Abbes, Sofiane Saïdi a collaboré avec de grandes stars et des groupes très connus, à l'exemple de Naab, Natacha Atlas, Raïna Raï, Transglobal Underground, Acid Arab, Rachid Taha, Mazalda, Rodolphe Burger, Catherine Ringer. Il a, également, réalisé le clip du DJ Snake et signé la bande son du film «Omar la fraise» d'Elyes Belkader, récemment sélectionné au 76e Festival de Cannes dans la section La séance de Minuit.

Avant Sofiane, c'est le duo folk suédois, Lena Jansson au violon et Karima Nayt au micro représentant la Suède, qui ont ouvert le bal, permettant ainsi aux deux rives de se fusionner. Les deux artistes qui montent sur scène pour la première fois ensemble, ont interprété un programme spécial « ViBe : Vikings-Berbers » préparé pour l'occasion. Accompagné par les musiciens suédois, Olle Linder (guitare et contrebasse), Johan Graden (piano) et Fredrik Gille à la percussion avec l'Algérien Youcef Grim, le duo proposera un cocktail de pièces issu d'un métissage algéro-suédois. Danseuse, parolière et interprète, Karima Nayt, a transporté les nombreux présents dans son univers musical, en interprétant des titres tirés de ses albums, à l'instar « Salem », « Mali, mali », « Agoul », «Babor », « Entouma houma », « Laissez les say », « Assez moi de toi » pour fini en beauté avec un titre que le public lui tout au long du concert réclamé, à savoir « Djazair ». L'artiste aux multiples talent à épicé son show avec des danses contemporaines.



Karima Nayt sort son 1er album «Quoi d'Autre ?» en 2012 avec le label Suédois «Ajabu!». Cet album lui a valu une double nomination «Meilleur artiste» et «Meilleur Album» (qu'elle remportera) au «Swedish Folk &World-music award» 2013.

Lena Jonsson est l'une des violonistes les plus influentes de Scandinavie. Son style unique combine à la fois une connaissance approfondie de la musique folklorique suédoise traditionnelle et des sons rock, pop, jazz, old-time américain et bluegrass. Sa virtuosité et son charisme de rockstar lui ont valu plusieurs nominations et récompenses, notamment le prix du Swedish Grammy (Grammis) en 2021 pour son album «Stories from the Outside».

Meriem Djouder

SIÈGE DU GRAND MUSÉE D'AFRIQUE

Signature d'une convention entre l'Algérie et l'UA

LA CONVENTION du siège du Grand Musée d'Afrique (GMA) qui sera établi à Alger, a été signée, avant-hier, par le directeur général des protocoles du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Abdelghani Amara, représentant le gouvernement algérien, et la commissaire de l'Union africaine (UA) chargée de la santé, des affaires humanitaires et du développement social, Minata Samate Cessouma. La cérémonie de signature s'est déroulée en présence du Secrétaire général (SG) du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Lounès Magramane, du SG du ministère de la Culture et des Arts, Zoheir Ballalou et de hauts cadres des deux ministères. Le siège provisoire du GMA avait été inauguré, mercredi, à la villa Boulkine dans le quartier d'Hussein-Dey (Alger) et se veut un projet continental pionnier inscrit dans l'agenda 2063 de l'UA, en vue de promouvoir l'enracinement historique du continent africain, sa culture et son patrimoine diversifié et séculaire. La cérémonie de l'inauguration officielle du GMA s'est déroulée en présence du SG du ministère de la Culture et des Arts, Zoheir Ballalou, représentant de la ministre du secteur, Soraya Mouloudji, du SG du ministère des AE, Lounès Magramane représentant du ministre du secteur, Ahmed Attaf, de Mme Minata Samate Cessouma, ainsi que des représentants du corps diplomatique accrédité en Algérie.

A l'occasion de l'ouverture du siège provisoire, une exposition sous le thème «la musique, cœur battant de l'Afrique» a été inaugurée au Musée du Bardo à Alger.

R. C.

COLLOQUE NATIONAL SUR «LE ROMAN ALGÉRIEN, IDENTITÉ DU TEXTE ET TEXTE D'IDENTITÉ»

S'imposer dans le champ culturel international

LES PARTICIPANTS aux travaux du 1er colloque national sur «le roman algérien, identité du texte et texte d'identité» organisé mercredi à Sétif ont considéré que le roman algérien doit être capable de s'imposer dans le champ culturel international et de présenter un texte porteur d'identité et d'appartenance.

«Le roman est devenu aujourd'hui l'un des moyens les plus importants dans le monde dans le façonnement de la conscience ou son travestissement, d'où la nécessité, plus que jamais, pour le roman d'exprimer les aspirations et ambitions de la nation», a estimé Azzedine Djelaoudji de l'université de Bordj Bou Arreridj, dans son intervention durant la rencontre tenue à la maison de la culture Houari Boumediene à la ville de Sétif. Il a ainsi estimé que le roman doit «s'insinuer dans les profondeurs (esprit) de l'homme algérien et dans son patrimoine pour construire un texte qui représente la société algérienne et en exprime l'identité et l'appartenance».

Pour Abdelhamid Khetala de la faculté des Lettres et des Langues de l'université de Khenchela, le roman algérien s'est assuré une place prépondérante dans le champ culturel arabe, relevant que «les prix internationaux obtenus de manière continue par le roman algérien prouve la distinction du texte narratif en Algérie».

Il a ajouté que le roman algérien «doit se rechercher davantage et se créer un environnement sur la scène mondiale du roman, en recherchant la spécificité de l'identité narrative algérienne inspirée des contes populaires».

L'occasion a donné lieu à la distinction de l'écrivain algérien Azzedine Djelaoudji lauréat du prix «Katara» du roman arabe 2022 pour son roman «L'étreinte des vipères» à l'initiative de la maison de la culture.

R. C.

ChatGPT peut écrire du code. Mais surtout, il peut le corriger

Technologie : ChatGPT, nouveau meilleur ami du développeur ? Le robot est à la hauteur des meilleurs devs lorsqu'il s'agit de déboguer automatiquement du code. Reste à savoir s'il fait gagner du temps aux développeurs, ou s'il leur donne plus de travail.



ChatGPT, le chatbot boosté à l'IA d'OpenAI, peut écrire du code. Mais il peut aussi et surtout très bien corriger les bugs logiciels. Son principal avantage, par rapport aux autres méthodes et modèles d'IA, est sa capacité unique de dialogue avec les humains – ce qui lui permet d'améliorer l'exactitude de ses réponses.

Quelle efficacité face aux méthodes courantes ?

Pour mesurer son niveau d'efficacité, des chercheurs de l'université Johannes Gutenberg de Mayence (Allemagne) et de l'University College London (Grande-Bretagne) ont confronté le ChatGPT d'OpenAI aux « techniques standard de réparation automatique des programmes » et à deux approches de deep learning de la réparation des programmes : la méthode CoCoNut, créée par des chercheurs de l'université de Waterloo, au Canada ; et Codex, le modèle GPT-3 d'OpenAI qui sous-tend le service de complétion automatique de Copilot, de GitHub.

Après analyse des résultats, « nous constatons que les performances de ChatGPT en matière de correction de bugs sont compétitives par rapport aux approches de deep learning courantes CoCoNut et Codex », écrivent les chercheurs dans un document de recherche arXiv, repéré en premier lieu par New Scientist.

Avant d'ajouter que ces performances « sont nettement meilleures que les résultats rapportés pour les approches de réparation de programmes standard ».

OpenAI met en avant la capacité de dialogue de ChatGPT

Le fait que ChatGPT puisse résoudre des problèmes de codage n'est pas nouveau. Mais cette étude souligne que sa capacité unique de dialogue avec les humains lui donne un avantage potentiel sur d'autres approches et modèles.

Les chercheurs ont testé les performances de ChatGPT à l'aide du benchmark QuixBugs de correction de bugs. Les systèmes de réparation automatique de programmes (APR, pour « Automated Program Repair ») semblent être désavantagés, car ils ont été développés avant 2018.

ChatGPT est basé sur une architecture dite de transformation, dont le chef de l'IA de Meta, Yann LeCunn, a souligné cette semaine qu'elle avait été développée par Google. Codex, CodeBERT de Microsoft Research, et son prédécesseur BERT de Google, sont tous basés sur la méthode de Google.

OpenAI met en avant la capacité de dialogue de ChatGPT dans des exemples de débogage de code où il peut demander des clarifications et recevoir des conseils d'une personne pour arriver à une meilleure réponse. Il a formé les grands modèles de langage (LLM) derrière ChatGPT et GPT 3.5 en utilisant l'apprentissage par renforcement à partir du feedback humain (RLHF pour « Reinforcement Learning from Human Feedback »).

La qualité des suggestions reste incertaine

Si la capacité de discussion de ChatGPT peut aider à arriver à une réponse plus correcte, la qualité de ses suggestions reste incertaine, notent les chercheurs. C'est pourquoi ils ont voulu évaluer les performances de ChatGPT en matière de correction de bugs.

Les chercheurs ont testé ChatGPT sur 40 problèmes QuixBugs concernant uniquement Python, puis ont vérifié manuellement si la solution suggérée était correcte ou non. Ils ont répété la requête quatre fois car la fiabilité des réponses de ChatGPT est quelque peu aléatoire, comme l'a constaté un professeur de Wharton après avoir soumis le chatbot à un examen de type Master.

ChatGPT a résolu 19 des 40 bugs Python, ce qui le place au même niveau que CoCoNut (19) et Codex (21). Mais les méthodes standards de l'APR n'ont résolu que sept des problèmes.

Le taux de réussite de ChatGPT lors des interactions atteignait 77,5 %

Les chercheurs ont constaté que le taux de réussite de ChatGPT atteignait 77,5 %.

Les implications pour les développeurs en matière de productivité sont toutefois ambiguës. Stack Overflow a récemment banni les réponses générées par ChatGPT parce qu'elles étaient de faible qualité, mais d'apparence plausible. Le professeur de Wharton a estimé que ChatGPT pourrait être un excellent compagnon pour les étudiants en Master, car il peut jouer le rôle d'un « consultant intelligent » – qui produit des réponses élégantes, mais souvent fausses – et encourage la pensée critique.

« Cela montre que l'apport humain peut être d'une grande aide pour un système automatisé APR, ChatGPT fournissant les moyens de le faire », écrivent les chercheurs. « Malgré ses grandes performances, la question se pose de savoir si le coût mental requis pour vérifier les réponses de ChatGPT apporte. »

Boom des langages à mémoire sécurisée, voici comment les développeurs doivent réagir



TECHNOLOGIE : Au-delà des moyens d'encourager le codage sûr pour la mémoire informatique, ce sont les méthodes et les outils des développeurs qui doivent évoluer, voire changer. Le point sur ces questions essentielles.

Selon une étude de Consumer Reports, les développeurs du secteur public et du secteur de l'industrie devraient s'engager à utiliser des langages à mémoire sécurisée pour le développement de nouveaux produits et de nouveaux outils. Et identifier les bibliothèques et les paquets les plus critiques pour passer à des langages à mémoire sécurisée. L'organisation s'est interrogée sur les mesures à prendre pour favoriser l'adoption de langages « sans risque pour la mémoire », comme Rust, au détriment d'options telles que C et C++. Consumer Reports explique vouloir s'attaquer aux « menaces qui pèsent sur l'ensemble de l'industrie et qui ne peuvent être résolues par le comportement des utilisateurs ou même par le choix des clients » et a identifié le « manque de sécurité de la mémoire » comme l'un de ces problèmes. Le rapport, "Future of Memory Safety", examine les défis liés à l'adoption des langages à mémoire sécurisée dans les universités, les niveaux de méfiance à l'égard de ces langages, et leur introduction dans les bases de code écrites dans d'autres langages.

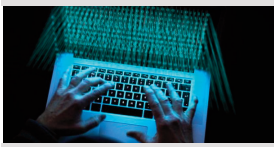
« UNE OCCASION EN OR » POUR LES PROFESSEURS D'INFORMATIQUE

Au cours des deux dernières années, de plus en plus de projets ont commencé à adopter progressivement Rust pour les bases de code écrites en C et C++ afin de rendre le code plus sûr pour la mémoire. Parmi eux, on trouve des initiatives de Meta, le projet Android Open Source de Google, le projet Chromium et le noyau Linux.

En 2019, Microsoft a révélé que 70 % des failles de sécurité corrigées par l'entreprise au cours des 12 dernières années étaient des problèmes de sécurité de la mémoire. Ce chiffre est élevé, car Windows était écrit principalement en C et C++. Depuis lors, l'Agence nationale de sécurité (NSA) a recommandé aux développeurs d'opérer un changement stratégique en délaissant le C++ au profit du C#, de Java, de Ruby, de Rust et de Swift.

L'évolution vers des langages à mémoire sécurisée – notamment, mais pas seulement, vers Rust – a même incité le créateur du C++, Bjarne Stroustrup, et ses pairs, à élaborer un plan pour la « sécurité du C++ ». Les développeurs aiment le C++ pour ses performances et il domine toujours les systèmes embarqués. Le C++ est toujours beaucoup plus utilisé que le Rust, mais les deux sont des langages populaires pour la programmation de systèmes.

Dell : Des failles de sécurité sur BIOSConnect affectent des millions d'appareils



Un ensemble de failles de sécurité ont été découvertes sur de nombreux appareils Dell. Combinées ensemble, elles pourraient conduire un attaquant à prendre le contrôle d'un appareil et exécuter du code arbitraire dans le BIOS, entre autres.
Des chercheurs ont découvert un ensemble de vulnérabilités qui peuvent être enchaînées ensemble pour réaliser des attaques par exécution de code sur les machines Dell.
Eclypsium indiquait que les vulnérabilités, qui représentent ensemble une chaîne critique avec un score CVSS cumulé de 8,3, ont été découvertes dans la fonction BIOSConnect de Dell SupportAssist. Au total, les failles de sécurité pourraient être exploitées pour usurper l'identité de Dell.com et attaquer le niveau BIOS/UEFI dans un total de 128 modèles d'ordinateurs portables, tablettes et modèles de bureau Dell, notamment ceux dont le démarrage sécurisé est activé, et les PC à cœur sécurisé. Ces modèles sont présents chez des millions d'utilisateurs particuliers et professionnels.

Contrôler le démarrage et la sécurité d'un appareil
Selon Eclypsium, « une telle attaque permettrait aux adversaires de contrôler le processus de démarrage de l'appareil et de subvertir le système d'exploitation et les contrôles de sécurité de niveau supérieur ».
Dell SupportAssist, généralement préinstallé sur les appareils Dell fonctionnant sous Windows, est utilisé pour gérer les fonctions d'assistance, et notamment le dépannage et la récupération. La fonction BIOSConnect peut être utilisée pour récupérer un système d'exploitation, en cas de corruption, ainsi que pour mettre à jour le firmware.
Pour ce faire, la fonction se connecte à l'infrastructure cloud de Dell, pour transmettre le code demandé à l'appareil de l'utilisateur.
Les chercheurs ont découvert quatre vulnérabilités dans ce processus, qui permettraient « à un attaquant réseau privilégié d'obtenir une exécution de code arbitraire dans le BIOS des machines vulnérables »



Le cloud computing, ou la Généralisation de l'informatique à la demande, une définition

En moins d'une décennie, le cloud computing s'est généralisé comme infrastructure des services informatiques à la demande. Il peut être privé, public, hybride ou multicloud. Il peut se limiter aux applications, aux plateformes de développement ou recouvrir toute l'infrastructure d'un système d'information.

Le cloud computing, ou informatique "en nuage", permet de fournir, à partir de pools de ressources partagés, divers services informatiques : machines virtuelles pour du calcul à la demande, stockage de données, bases de données, mise en réseau, logiciels systèmes et plateformes de développement, ou diverses applications à la demande ("as a service").
Ces services sont exécutables à partir d'un simple navigateur web, sans charger préalablement de module logiciel sur le poste de travail. Ils sont payables (ou facturables en interne) en fonction de leur utilisation (durée, fonctionnalités, volume de données, etc.), à la hausse ou à la baisse.
Dans le cas de la virtualisation, un utilisateur accède à un même "pool" de ressources : chaque machine virtuelle (VM, virtual machine) fonctionne de façon autonome en partageant, grâce à des hyperviseurs, les ressources d'une seule machine hôte (serveur principal). C'est une technologie permettant de créer plusieurs environnements simulés, ou ressources spécialisées, à partir d'un seul système physique. Alors qu'un cloud constitue un environnement en soi, un ensemble de logiciels, généralement sous Linux, pour des systèmes nus, de virtualisation ou de conteneurs. Il permet de dissocier, regrouper et partager des ressources évolutives sur un réseau et d'exécuter des charges de travail (workloads) dans un environnement de son choix, selon le besoin.

Cloud privé, public, hybride et multicloud
Le cloud revient donc à introduire une couche logicielle (souvent open source, comme Open Stack) qui apporte à l'utilisateur une indépendance entre des environnements qui peuvent être internes, dans un datacenter de son entreprise ou chez un hébergeur (cloud privé), ou sur un cloud dit "public", comme Amazon Web Services, Google Cloud Platform, Microsoft Azure, Oracle Cloud ou, en France, OVHcloud, etc.
Aujourd'hui, il est devenu relativement aisé de mêler les deux – privé et public : c'est le cloud hybride ; ou de faire appel à plusieurs cloud publics en parallèle : c'est le multicloud. Les ressources virtuelles d'un cloud sont allouées dans des pools centralisés. L'infrastructure délivre donc des services à la demande, sur "catalogue". Elle est très automatisée afin de fonctionner en permanence, 24 heures sur 24, en libre-service. Elle reste néanmoins toujours contrôlable par des administrateurs.
Ainsi, par définition, un cloud reste toujours accessible à partir d'une connexion réseau via un portail (https://). Son catalogue, ou référentiel de ressources informatiques, doit pouvoir être approvisionné rapidement et quasi automatiquement – et doit croître facilement à l'échelle ("scalability") et à la demande.
On parle d'approvisionnement dynamique des "pools de ressources". Le cloud computing présente les avantages économiques de la virtualisation, c'est-à-dire une utilisation très optimisée des ressources de serveurs physiques : moins de consommation d'énergie, moins de refroidissement, moins d'espace occupé et beaucoup d'automatisation.
Le cloud public relève des dépenses "OpEx" : coût opérationnel, à l'usage, sans investissement dans les systèmes, ni licences logicielles.
Le cloud privé, conduisant à conserver les données en interne, suppose d'investir (CapEx) dans les systèmes (serveurs, baies de stockage, routeurs réseau, etc.) et le logiciel.

IAAS, PAAS ET SAAS
En termes de services, le cloud est découpé en trois familles principales :
1-Des services d'infrastructure "as a service" (IaaS), qui recouvrent les accès réseaux vers des unités de stockage, vers internet et les opérateurs télécoms. Les géants du cloud (ou "hyperscalers") poussent cette logique jusqu'au concept de "serverless" (abstraction de la couche "serveur").

2-Des services de plateformes de développement "as a service" (PaaS) où les machines virtuelles, étant isolables, sont très utiles pour du développement d'applications (de quelques jours à plusieurs semaines ou mois, à la demande) ou pour le test de nouveaux environnements de production informatique (dont ceux dits "cloud native").

3-Des services d'applications à la demande, ou Software as a service (SaaS). Ce sont toutes ces applications accessibles de partout à partir d'une simple connexion internet, telles que Salesforce (relation clients, marketing), mais aussi les applications de messagerie collaborative (Microsoft 365, Slack, etc.), de gestion de RH (Workday, etc.).

Lenovo : tablettes Android

Technologie : Outre les modèles Yoga Tab haut de gamme, Lenovo vient d'annoncer la commercialisation de sa tablette grand public, la Tab P11 Plus, ainsi que les tablettes Tab M7 et M8, commercialisées à prix modique.

Alors que l'édition du Mobile World Congress (MWC) démarre à Barcelone, Lenovo espère faire parler d'elle en annonçant cinq nouvelles tablettes Android. Cerise sur le gâteau : la Yoga Tab 13 (déjà sortie en Chine cette année sous le nom de Yoga Pad Pro) et la Yoga Tab 11, plus portable, sont dotées d'une béquille rotative qui se transforme essentiellement en cintre pour vous offrir le luxe de la placer facilement au mur.
Le montage suspendu, ainsi que la connexion Micro HDMI intégrée, permet aux nouvelles ardoises Yoga Tab de servir de moniteur externe pour d'autres appareils, à la manière d'une Nintendo Switch, ou d'écran secondaire pour un PC de bureau ou portable.





Paracétamol, anti- inflammatoire, codéine, tramadol... Les médicaments antalgiques sont utilisés pour diminuer, voire stopper, une douleur.

Antalgique : Dans quels cas utiliser cet antidouleur ?

S'il est possible de s'en procurer sans ordonnance, attention à l'automédication, car ils peuvent provoquer des effets secondaires indésirables.

Définition
L'action antalgique se définit par tout procédé ayant pour principe d'activité la diminution de la douleur. Il peut s'agir non seulement d'un médicament, mais aussi de toutes autres méthodes visant à obtenir l'analgésie, c'est-à-dire l'abolition de la sensation de douleur.

Les paliers
Pour les médicaments antalgiques à proprement parler, leur utilisation s'effectue selon trois paliers de prescription en fonction de l'intensité de la douleur :

Antalgique palier 1
Les antalgiques périphériques pour les douleurs légères à moyennes : antalgiques non opiacés dominés par le paracétamol et l'aspirine – ibuprofène, un anti-inflammatoire non stéroïdien est inclus dans cette classe.

Ibuprofène : indications, posologie, effets secondaires
L'ibuprofène est un anti-inflammatoire non stéroïdien (AINS) qui permet de lutter contre la douleur et de faire baisser la fièvre. Dans quels médicaments le trouver ? Quelle est la posologie à respecter ? Quels sont les risques d'un surdosage ? Les effets secondaires ? Réponses avec le Dr Patrick Aubé, médecin généraliste.

Antalgique palier 2
Les antalgiques centraux faibles pour les douleurs moyennes à intenses : antalgiques opiacés comme la codéine ou le tramadol.

Antalgique palier 3
Les antalgiques centraux forts pour les douleurs très intenses voire rebelles : antalgiques opioïdes dont la morphine fait partie.

Morphine : dosage, effets, drogue ou pas ?
La morphine est un opioïde, c'est-à-dire un dérivé de l'opium. Elle est classée comme stupéfiant et son utilisation est très réglementée. Cependant elle reste un médicament prescrit sur ordonnance dans une indication médicale, le plus souvent en cas de douleur chronique.

Prescription
Les antalgiques du palier 1 se trouvent très facilement en pharmacie en vente libre (sans ordonnance). Mais ils peuvent aussi être prescrits par votre médecin traitant, qui après consultation, vous conseillera celui qui est le mieux adapté à votre cas (et à votre douleur).
Les antalgiques de paliers 2 et 3 nécessitent une ordonnance et ne peuvent être prescrits que sur avis médical.
Tous les antalgiques sont remboursés par l'Assurance Maladie lorsqu'ils sont prescrits par un médecin.

Indications
Les antalgiques de niveau 1 agissent principalement au niveau central et périphérique. Ils sont indiqués pour les douleurs légères à modérées. Sans pathologie chronique, ils peuvent être pris de manière ponctuelle par l'adulte et l'enfant pour stopper des douleurs très brèves dont la cause est clairement identifiée : brûlure légère, petite blessure, coup de soleil léger, mal de tête ou mal de dos habituels, etc. L'automédication par de ce type d'antalgique doit privilégier la prise de paracétamol, qui peut être consommé même pendant la grossesse ou l'allaitement. " Chez l'enfant, les posologies quotidiennes doivent être adaptées au poids et chez l'adulte il ne faut passer 3 grammes par jour ", précise le Pr Hervé Lévesque, spécialiste en médecine interne et membre de la Société Nationale Française de Médecine Interne (SNFMI).
Les antalgiques de niveau 2 agissent pour la plupart au niveau central (la moelle épinière notamment).
Ils peuvent traiter des douleurs modérées à intenses.
Ils sont formellement interdits chez l'enfant.
Les antalgiques de niveau 3 agissent au niveau du cerveau et traitent des douleurs intenses ou des douleurs rebelles aux antalgiques de niveaux 1 et 2. Du fait de leurs effets indésirables potentiels, les antalgiques les plus puissants ne sont utilisés qu'en cas de douleurs d'emblée sévères ou résistantes aux antalgiques usuels. En effet, les morphiniques agissant sur le système nerveux central sont les plus puissants, mais également sources d'effets secondaires qu'il faudra prévenir. "Leur prescription devra s'accompagner d'une évaluation de la douleur avant et après introduction (échelle analogique d'évaluation régulière de la douleur par exemple)", continue le Pr Hervé Lévesque, qui ajoute : "Si le traitement de la douleur est indispensable, il importe de préciser rapidement la cause du syndrome algique afin de ne pas retarder le traitement spécifique de la maladie à l'origine des symptômes. Parfois, notamment en cas de douleurs chroniques, le recours à un centre anti-douleur peut être nécessaire où une approche pluriprofessionnelle pourra être envisagée."
Mode d'administration
Les médicaments antalgiques peuvent être administrés par voie orale, par voie rectale, par application locale ou par injection selon le type et l'intensité des douleurs.

Effets secondaires et contre-indications
S'il est possible de prendre un antalgique de niveau 1 sans avis médical (auto-médication), des effets secondaires peuvent toutefois survenir. Les plus fréquents sont d'ordre gastrique (notamment avec l'aspirine), mais d'autres troubles peuvent survenir en cas de surdosage (comme des atteintes hépatiques en cas de surdosage en paracétamol). Dans ce cas, il vous faut en informer votre médecin ou votre pharmacien.

Quels sont les dangers du Doliprane ?
Le Doliprane est un médicament à base de paracétamol indiqué en cas de douleur (maux de tête, courbatures, douleurs dentaires...) et de fièvre. Délivré avec ou sans ordonnance, il peut s'avérer dangereux... Rappel des précautions à prendre.
En cas de grossesse, mais aussi si vous souffrez de troubles ou d'antécédents gastriques ou de maladies chroniques comme l'asthme, il est vivement recommandé de consulter avant de prendre un cachet. "Chez l'enfant, l'élément fondamental est la cause de la douleur et l'expression de cette dernière qui peut ne pas être verbalisée", ajoute le Pr Hervé Lévesque.

Gare à l'automédication
Par ailleurs, le recours à l'automédication peut poser problème si aucun diagnostic n'a été porté. Lorsque la douleur est violente, inattendue et survient de façon brutale, mieux vaut en premier lieu consulter son médecin traitant qui évaluera la douleur pour prescrire l'antalgique qui convient. De même lorsqu'il s'agit d'une douleur récidivante sans cause apparente ou lorsque la douleur s'accompagne d'autres signes comme un malaise général, une fièvre élevée, un œdème inhabituel de la zone douloureuse, une diminution de la force dans un membre, etc.

Précautions à prendre avec les antalgiques
Que ce soit en automédication ou dans le cadre d'un traitement prescrit par un médecin, il est recommandé de lire la notice du médicament pour demander conseil à votre médecin traitant ou votre pharmacien en cas de doute ;

respecter les doses et les moments de prises ; respecter la durée du traitement sans l'interrompre ;
n'augmenter jamais les doses au-delà de la prescription ou au-delà des indications notifiées dans la notice ;
ne changer pas d'antalgique ; signaler tout autre traitement en cours à votre médecin traitant ou à votre pharmacien ;
n'utiliser pas en automédication ou pour quelqu'un d'autre, un antalgique qui vous a été prescrit par le médecin pour une situation précise.

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	03:18	12:31	16:23	19:54	21:36
CONSTANTINE	03:26	12:37	16:28	19:59	21:40
ALGER	03:37	12:49	16:41	20:12	21:54
OUARGLA	03:36	12:44	16:33	20:04	21:44
CHLEF	03:48	12:56	16:47	20:18	21:59
MOSTAGANEM	03:54	13:01	16:52	20:22	22:03
ORAN	03:58	13:04	16:54	20:25	22:04

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7617 – SAMEDI 17 JUIN 2023

www. jeune-independant. net direction@jeune-independant. net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	30°	18°
Oran	32°	18°
Constantine	29°	12°
Ouargla	38°	25°

DES PROCUREURS ET DES POLICIERS BELGES ESPIONNÉS

Le Maroc épinglé

Le Maroc est encore une fois épinglé par ses agissements illégaux en Europe. Après les retentissants scandales des eurodéputés corrompus, l'espionnage et l'écoute des téléphones de milliers de personnalités européennes, notamment du chef de l'Etat français Emmanuel Macron, c'est encore des juges, procureurs, magistrats et des policiers belges qui sont ciblés par les services marocains.

C'est un nouveau scandale qui va encore éclabousser le régime du Makhzen et dévoiler son véritable visage et ses pratiques aux yeux de ses alliés occidentaux et dans l'opinion publique internationale. Selon la Radio-télévision de la communauté française (RTBF), des mobiles de plusieurs policiers et magistrats belges présentaient des traces d'un logiciel espion techniquement avancé. Le même média a souligné que la piste menant vers le Maroc, qui a déjà largement utilisé le logiciel espion Pegasus, est évoquée.

Selon le média bruxellois qui précise avoir recoupé cette information auprès de plusieurs sources au cours de ces derniers mois, «plusieurs téléphones de procureurs, de juges d'instruction, de policiers ou encore de membres du personnel de justice ont été confiés aux policiers fédéraux de la Computer Crime Unit (FCCU), spécialisés dans les formes complexes de cybercriminalité, pour les soumettre à des analyses poussées et répétées». Le média belge a indiqué que selon les premiers éléments transmis aux personnes concernées, toutes les analyses laissent supposer l'infection des



téléphones par un logiciel espion. «En effet, l'appareil du juge d'instruction Michel Claise qui fait partie des téléphones testés +positifs+ et ceux d'autres magistrat (s) et policier(s) ont été avisés du même résultat», a noté la RTBF. On ne connaît pas pour l'heure le nombre exact des terminaux téléphoniques touchés, mais il semble que c'est un nombre important.

S'appuyant toujours sur des sources bien au fait de l'enquête, le média belge a précisé que ce qui hante à présent le plus les enquêteurs «est le nom exact du modèle du logiciel espion employé et l'identification de la partie qui en serait derrière». D'après les informations qu'elle a pu recueillir auprès de plusieurs sources sur le logiciel, la RTBF a indiqué qu'il s'agit d'un logiciel espion techniquement avancé qui permet de prendre le contrôle du téléphone ciblé, de récupérer les messages (y compris chiffrés), les photos, les contacts et de déclencher des enregistrements (audio et vidéo) des conversations.

Pour les enquêteurs, l'hypothèse marocaine derrière ce nouvel épisode d'espionnage s'explique par deux raisons. Bien qu'il soit difficile de déterminer avec exactitude pour l'instant le nom exact du logiciel employé et la partie qui en soit derrière, le média belge a fait savoir que plusieurs de ses interlocuteurs lui ont affirmé que cet espionnage aurait un rapport avec le scandale de corruption au Parlement européen dans lequel le Maroc est embourbé. D'abord, il y a le fait que parmi les personnes espionnées, beaucoup gravitent dans le cadre de l'enquête ouverte par la justice belge sur le scandale du «Marocgate», dont le juge d'instruction Michel Claise est chargé de cette affaire. En outre, il y a le fait que Rabat est un client assidu du marché des logiciels d'espionnage. Dans ce sens, il faut rappeler la dernière annonce du laboratoire de recherche canadien Citizen Lab qui avait indiqué que le Maroc est l'un des premiers pays pour qui a été exposé le tout dernier logiciel d'espionnage créé par l'entreprise QuaDream Ltd. Pourquoi ce ciblage de magistrats et policiers belges en ce moment ? Selon des sources, l'espionnage de membres de l'appareil policier et judiciaire pourrait avoir deux objectifs : soit la collecte illégale d'informations concernant des investigations et des procédures en cours, soit la mise sous pression de personnes occupant des fonctions clés en utilisant des messages, images ou autres éléments dérobés.

Mohamed K.

PRESSIONS SUR LE DOSSIER DE LA MIGRATION

Kaïs Saïed rejette le «diktat» de «certains pays»

LA VISITE du trio Meloni, Rutte et Vonderlayen au nom de l'Union Européenne à Tunis la semaine dernière a fini par provoquer l'ire des autorités tunisiennes et à leur tête le Président Kaïs Saïed qui, malgré un bon accueil de la délégation, a fini par montrer son exaspération face aux résultats de cette visite.

Au cœur du malaise, la question de la migration clandestine et les propositions européennes pour juguler ce phénomène. Lors du point de presse organisé à la fin de la visite, le Premier ministre néerlandais Mark Rutte a évoqué la question, en affirmant que la Délégation et le Président tunisien avaient «convenu d'un programme plus large pour la Tunisie, afin de discuter de nombreuses questions au cours des prochaines semaines et de mettre en œuvre tous les plans que nous avons élaborés en matière d'économie et de relations bilatérales». Et d'ajouter au sujet de la crise migratoire : «La migration était également à l'ordre du jour et nous avons fait un excellent accord à ce sujet. Nous y travaillerons dans les semaines à venir, et il est important de mettre fin au modèle commercial cynique des passeurs de bateaux. La migration est actuellement l'une des questions les plus importantes auxquelles nous sommes tous confrontés.»

Ces propositions de «renforcement du partenariat» avec la Tunisie ont été faites contre des propositions comprenant une aide financière à long terme pouvant atteindre 900 millions d'euros et une aide immédiate supplémentaire de 150 millions d'euros à ce pays qui vit une crise économique aigüe.

RÉACTION DE LA PRÉSIDENCE TUNISIENNE

La réaction du président de la République tunisienne ne s'est pas fait attendre. Kais Saied a déclaré que pour toute négociation avec le Fonds monétaire international, les solutions ne peuvent, en aucun cas, être présentées sous forme de diktats, ajoutant que les solutions classiques ne feront qu'aggraver la crise sociale et impacter négativement la situation en Tunisie et dans toute la région. «La proposition discrète de certains pays pour installer des migrants en Tunisie en échange d'un soutien financier est inhumaine et inacceptable» a-t-il affirmé.

Cette réaction à l'offre de l'UE a été étendue au package proposé par le FMI pour aider la Tunisie et conditionner l'octroi d'un prêt de 1.9 milliard de dollars par une série de réformes jugées par trop intrusives par l'opinion publique et les autorités tunisiennes. «Le FMI doit revoir ses propositions et un accord pourra être trouvé. Les solutions ne peuvent jamais être présentées sous forme de diktats», a prévenu Kaïs Saïed, qui n'exclut pas le recours à d'autres voies de financement. Et de rappeler que «la Tunisie n'avait pas encore récupéré les fonds pillés avant et après 2011, sans parler des prêts détournés».

Pour Kaïs Saïed, c'est justement ce genre de compromis, négociés par le passé avec certains pays, qui a mené à cette situation économique. Et de rappeler que «si la Tunisie traverse actuellement une situation financière, économique et sociale difficile, c'est parce que les Tunisiens sont depuis longtemps victimes des répercussions des politiques intérieures et étrangères passées»

La Tunisie est en train de vivre une crise économique sérieuse depuis quelques années. Financièrement le Trésor tunisien est littéralement étranglé par une dette d'environ 80 % de son PIB et ne peut plus emprunter à l'étranger, ce qui entraîne des pénuries récurrentes de certains produits de base, comme la farine, le sucre et le riz, achetés et importés par l'État.

La négociation avec le FMI échoppe, outre la migration, sur des conditions drastiques demandées par l'institution financière en ce qui concerne la réduction du nombre de fonctionnaires, la privatisation d'entreprises publiques et la suppression des subventions.

De Tunis, Akram Kharief



SALON INTERNATIONAL DE L'ARTISANAT DU 17 AU 24 JUIN À ALGER

Plus de 250 participants algériens et étrangers

LE MINISTÈRE du Tourisme et de l'Artisanat organise, du 17 au 24 juin à l'esplanade Riadh El-Feth (Alger), la 24e édition du Salon international de l'artisanat, avec la participation de plus de 250 artisans algériens et étrangers. A ce propos, le Directeur général (DG) de l'Artisanat au ministère, Kamel Eddine Bouam, a affirmé que cette manifestation internationale «permettra aux artisans algériens de promouvoir leurs produits qui expriment l'authenticité, la profondeur et la diversité du patrimoine algérien». Ce salon, qui verra la participation de 80 artisans étrangers de 15 pays, se veut un espace d'échange de connaissances et d'expériences entre les différents acteurs de ce domaine d'activité, a-t-il précisé. Le rendez-vous tend également à promouvoir la créativité et l'innovation de manière à rendre les produits artisanaux plus compétitifs et contribuant à la croissance économique. Seront exposés sur les stands de ce salon, plusieurs produits traditionnels, notamment des tapis, des objets en cuivre et en bois, des ornements, des habits traditionnels et des bibelots. Au programme de cette édition, figurent deux espaces consacrés aux enfants et aux personnes aux besoins spécifiques, en vue de «vulgariser la culture de l'artisanat, protéger le patrimoine national auprès de la catégorie des enfants, et mettre en valeur les savoir-faire des personnes atteintes de handicap». De surcroît, deux conférences sont prévues lors de cette manifestation au profit des artisans et des acteurs, dans l'objectif de mettre en avant «l'impératif d'apposer le label national sur le produit artisanal pour le protéger de la contrefaçon, mais également l'importance de généraliser la numérisation dans l'administration, afin d'améliorer le service public au profit des artisans». Pour attirer davantage les visiteurs, cette édition prévoit un programme culturel riche, en collaboration avec l'Office Riadh El Feth (OREF), avec la participation de plusieurs influenceurs et artistes, pour faire de cet événement, un espace culturel, artistique et divertissant.

R. N.